

CD/PV.81
24 avril 1980
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE-VINGT-UNIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 24 avril 1980, à 10 h 30.

Président : M. L. Sola Vila (Cuba)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. SALAH BEY M. A. BENYAMINA
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. G. PFEIFFER M. H. MÜLLER M. W. ROHR
<u>Argentine</u> :	M. A. DUMONT Mlle N. FREYRE PENABAD
<u>Australie</u> :	M. A. BEHM Mme M. WICKES
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINX M. J.-M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U NGWE WIN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. DE SOUZA E SILVA M. S. DE QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. P. VOUTOV M. I. SOTIROV M. K. PRAMOV M. POPTCHEV
<u>Canada</u> :	M. D.S. McPHAIL
<u>Chine</u> :	M. LIANG DE-FENG M. YANG HU-SHAN M. LO REN SHIA M. PAN ZHEN CHIANG M. XING SHIE-JIE
<u>Cuba</u> :	M. L. SOLA VILA M. F. ORTIZ Mme V. BORODOWSKI-JACKIEWICH
<u>Egypte</u> :	M. O. EL-SHAFEI M. M. EL-BARADEI M. N. FAHMY

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. C. FLOWERRED M. M. DALEY M. S. FITZGERALD M. H. WILSON M. C.G. TAYLOR
<u>Ethiopie</u> :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. F. de la GORCE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u> :	M. I. KÖMIVES M. C. GYÖRFFY
<u>Inde</u> :	M. C.R. GHAREKHAN M. S. SARAN
<u>Indonésie</u> :	M. D.B. SULEMAN
<u>Iran</u> :	M. N. DABIRI M. D. AMERI
<u>Italie</u> :	M. V. CORDERO DI MONTEZEMOLO M. F. DE LUCA M. C. FRATESCHI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. R. ISHII M. K. MIYATA
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI M. G.N. MUNIU
<u>Maroc</u> :	M. K. HADDAOUI M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCÍA ROBLES M. M. CÁCERES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. L. ERDENECHULUN M. L. BAYART
<u>Nigéria</u> :	M. O. ADENIJI M. E.F. ALISON
<u>Pakistan</u> :	M. M. AKRAM
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. AURICH MONTERO
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. H. PAC M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. M. GRACZYNSKI M. KAULFUSS
<u>Roumanie</u> :	M. O. IONESCU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D. SUMMERHAYES M. N.H. MARSHALL
<u>Sri Lanka</u> :	M. I.B. FONSEKA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. L. NORBERG M. S. STROMBACK
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. RŮSEK M. P. LUKES M. V. ROHAL-ILKIV

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Union des Républiques socialistes
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELYAN
M. B.P. PROKOFIEV
M. B.I. KORNEENKO
M. V.I. OUSTINOV
M. M.P. CHELEPINE
M. A.I. TIOURENKOV
M. A.N. SERGEEV
M. E.D. ZAITZEV
M. E.K. POTYARKINE
M. V.M. GANJIL

Venezuela :

M. A.R. TAYLHARDAT
Mme G. DA SILVA

Yougoslavie :

M. D. DJOKIĆ

Zaïre :

Secrétaire du Comité du désarmement
et représentant personnel du
Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Le document CD/94 en date du 18 avril 1980, présenté par la délégation belge et intitulé "Proposition de définition de l'agent chimique de combat et de la munition chimique", est disponible au Comité à partir d'aujourd'hui. Je voudrais aussi informer le Comité que le secrétariat a reçu les documents suivants qui seront distribués sous peu :

a) Document CD/95, présenté par la délégation australienne et intitulé "Liste indicative de questions que pourrait examiner le Comité du désarmement lorsqu'il abordera le point 1 de l'ordre du jour : "Interdiction des essais nucléaires".

b) Document CD/96, présenté par la délégation polonaise et intitulé "Groupe de travail spécial sur les armes chimiques - Programme de travail initial : Document de travail".

c) Document CD/97, présenté par la délégation suédoise et intitulé "Document de travail sur l'interdiction d'une capacité de guerre chimique".

M. ONKELINK (Belgique) : Il, le Président, ma déclaration aujourd'hui, et je m'en excuse quelque peu, portera sur l'interdiction des armes chimiques.

Le souci qu'exprime actuellement la communauté internationale au sujet de l'éventuel emploi d'armes chimiques justifie l'importance que mon gouvernement attache à la conclusion rapide d'une convention sur l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage d'armes chimiques et sur leur destruction.

Nous nous réjouissons de la décision du Comité du désarmement de créer un groupe de travail dont le mandat actuel vise à définir les questions à traiter dans la négociation de cette convention.

Encore faudrait-il maintenant que ce groupe de travail soit rapidement en mesure d'entamer la tâche que nous lui avons confiée.

Pour mener celle-ci à bien, le groupe de travail dispose outre de trois projets de convention présentés à l'époque de la CCD, de plusieurs contributions faites dans le cadre du Comité et qui reflètent le souci de nombreux pays de faire progresser cette difficile négociation.

Je citerai principalement à cet égard :

- la déclaration conjointe soviéto-américaine du 7 août 1979 (document CD/48), que nous espérons d'ailleurs voir suivie prochainement d'une nouvelle initiative commune de ces deux Etats;
- les divers éléments d'appréciation en vue de l'élaboration d'une convention fournis durant la session 79 de notre Comité par les Pays-Bas, l'Italie, la Pologne et la Finlande;

(M. Onkelinx, Belgique)

- ainsi que les conclusions des séminaires de vérification organisés par la R.F.A. et le Royaume-Uni ainsi que le projet australien de réunion officieuse du Comité avec le concours des experts.

Ma délégation souhaite également apporter sa contribution à cet effort commun, plus particulièrement en ce qui concerne le champ d'application que devrait couvrir un futur traité.

Le détail de ces considérations est consigné dans le document CD/94 que la délégation belge vient de déposer devant le Comité et au sujet duquel elle serait heureuse de bénéficier des commentaires des membres du Comité.

Je tiens à préciser par ailleurs que plusieurs éléments de notre document répondent à des points spécifiques du questionnaire néerlandais CD/41. Ma délégation se réserve d'ailleurs la possibilité d'aborder d'autres points de ce questionnaire, à la lumière du sort qui sera réservé par le Comité et par le Groupe de travail aux propositions de procédure présentées par les Pays-Bas dans son document CD/84.

* * *

Toute approche de la question de l'interdiction de l'arme chimique commence logiquement par une définition communément admise de sa composante essentielle, l'agent chimique.

On peut en effet admettre que sans agent chimique, il est impossible de concevoir une arme chimique.

Néanmoins, une arme chimique ne peut être suffisamment définie par le seul agent chimique. Il faut en effet envisager notamment le cas des armes chimiques que l'on peut se procurer sous une forme complète ou encore le cas d'armes chimiques dont le fonctionnement repose sur des principes techniques nouveaux, comme l'arme binaire.

Il est donc nécessaire de définir également ce qu'on entend par une munition chimique, voire même une arme chimique complète dans le cas d'autres moyens d'épandage que les munitions classiques.

Il nous paraît par ailleurs évident que la définition doit être conçue dans son sens le plus général afin de couvrir toutes les armes chimiques. Une définition restrictive risquerait en effet, par une implication a contrario, de légitimer

(M. Onkelinx, Belgique)

la mise au point, la fabrication et le stockage de catégories d'armes chimiques qui échapperaient à cette définition. Une convention devrait donc, à nos yeux, proclamer le principe d'une interdiction de toutes les armes chimiques.

Le document que présente ma délégation définit la notion d'agent chimique de combat en précisant la méthode qui conduit à cette définition.

Cette méthode fait appel à deux critères complémentaires que je me limiterai à énoncer ici :

- celui de la destination générale de l'agent
- celui de la toxicité, elle-même définie en fonction de différentes approches complémentaires.

Le projet de définition ainsi élaboré se lit :

"Un agent chimique de combat est constitué par toute substance chimique ou toute combinaison de substances chimiques, employée en fonction de ses propriétés toxiques dûment définies, que ce soit celles de la substance elle-même ou celles d'un des produits finals de la combinaison".

Comme vous le constaterez, cette définition tient notamment compte de l'existence de l'arme binaire qui, si elle constitue un cas particulier, ne représente pas une catégorie séparée en raison du critère de destination générale qui a notamment conduit à la définition de la notion d'agent chimique de combat et qui s'applique également aux précurseurs.

La distinction entre agents à fin unique et agents à double destination, qui est implicite dans le projet de définition mais devrait être précisée dans une convention, pose, surtout pour les agents à double destination, le problème de la déclaration des stocks et de leur placement sous le contrôle d'un organe de vérification, qui serait apte à déterminer si l'importance des stocks décelés se justifie pour des motifs de protection et de recherche en ce qui concerne les agents à fin unique et pour des raisons économiques suffisantes en ce qui concerne les agents à double destination.

Comme je le disais précédemment, la définition d'un agent chimique de combat ne suffit pas à couvrir la notion de munitions et d'armes chimiques. Ceci se vérifie d'autant plus que le problème du stockage de substances chimiques pourrait être contourné en transformant ces substances en armes chimiques et en les entreposant sous cette forme.

(M. Onkelinx, Belgique)

Nous en arrivons donc à définir comme suit ce qu'est une munition chimique, il s'agit de "toute munition où la charge conventionnelle est remplacée soit par une substance chimique, soit par une combinaison de substances chimiques, employée en fonction de ses propriétés toxiques dûment définies, que ce soit celles de la substance chimique ou celles du produit final de la combinaison". Pour compléter cette définition, il conviendrait en outre de préciser que l'interdiction vise aussi toute méthode de dispersion qui comporte une charge chimique dont les caractéristiques répondent à la définition d'un agent chimique de combat. Il conviendrait aussi de prévoir une exception pour les gaz lacrymogènes et les grenades qui les contiennent en raison de leur rôle dans des opérations de maintien de l'ordre.

Voilà, Monsieur le Président, les considérations que je désire soumettre à l'attention du Comité du désarmement en présentant le document CD/94. J'espère qu'elles constitueront une contribution positive aux travaux de notre Comité, et du groupe de travail qui vient d'être constitué.

M. DE SOUZA E SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de souhaiter au nom de ma délégation un plein succès au Comité du désarmement dans ses travaux, sous votre présidence, pendant le mois d'avril en cours.

Avec votre permission, ma délégation voudrait aujourd'hui formuler quelques observations sur le point 2 de l'ordre du jour : "Cessation de la course aux armes nucléaires et désarmement nucléaire". Depuis le 1er février 1979, le Comité est saisi d'un document de travail qui a été présenté par un groupe de pays socialistes (CD/4). Ce document a reçu un accueil mitigé de la part de certains membres du Comité. Nous souhaiterions rappeler entre autres les considérations qu'a exposées Mme Thorsson au nom de la délégation suédoise lorsqu'elle a instamment demandé aux coauteurs du document CD/4 de présenter leurs propositions en termes plus spécifiques. La délégation brésilienne croit elle aussi que tout examen utile de ce point exigerait que soient fournies de nouvelles précisions. Le Groupe des 21 a émis des suggestions pertinentes qui figurent dans le document CD/36 du 11 juillet 1979. A la différence de ce qui s'est passé pour d'autres points de l'ordre du jour, le Comité n'a pas été en mesure d'examiner, et encore moins de décider, la création d'un groupe de travail à ce sujet.

Nous croyons devoir souligner que notre débat actuel porte sur la plus importante de toutes les questions concernant le désarmement, sur la raison d'être réelle des négociations dans lesquelles la communauté internationale se trouve engagée depuis plus de trois décennies. C'est là l'objet réel du désarmement :

en tout premier lieu, éliminer les catégories d'armes les plus dangereuses qui aient jamais été inventées, grâce à des négociations ayant comme but ultime le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Le Comité du désarmement ne doit pas perdre de vue cet objectif, pour la double raison que l'Organisation des Nations Unies l'a défini comme la tâche la plus hautement prioritaire et que c'est au Comité, organe de négociation qualifié d'unique dans le Document final, qu'il incombe d'entreprendre des négociations à cette fin.

Le Brésil a dit maintes fois qu'il considère les négociations sur le désarmement comme présentant un intérêt suprême pour toute l'humanité et qu'en conséquence, la communauté des nations a le droit de participer aux délibérations qui s'y rattachent sans discrimination d'aucune sorte. Mais d'autre part, nous constatons qu'un nombre de plus en plus réduit de grandes puissances examinent des questions qui présentent une extrême importance pour l'ensemble du monde. Ces négociations en petit comité soulignent évidemment la responsabilité particulière des Etats dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne le désarmement nucléaire; mais il ne faudrait pas oublier que des négociations bilatérales ou trilatérales sur les problèmes de désarmement doivent compléter et faciliter les négociations multilatérales menées dans un plus vaste contexte. Il conviendrait de rendre en quelque sorte compatibles les deux types de négociations, sans quoi le sort du désarmement continuera à dépendre d'une manière précaire des relations entre Etats dotés d'armes nucléaires et, plus particulièrement, des relations entre les deux superpuissances.

Nous nous félicitons donc d'avoir l'occasion d'examiner sous l'égide du CD le problème que posent la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Le fait que les représentants des cinq puissances nucléaires siègent tous autour de cette table augmente les chances de succès. Mais pour entreprendre de sérieuses discussions de fond sur cette question, il est absolument indispensable que la rhétorique cède le pas à une volonté sincère de négocier.

Il doit être admis que le Comité a pour première tâche de trouver une base acceptable pour ces négociations. Les termes très généraux dans lesquels ont été formulées les propositions présentées jusqu'ici doivent être précisés afin que les domaines de négociation soient clairement déterminés. Il serait alors possible de définir les stades où seraient prises des décisions sur chaque point. Dans ce travail, il conviendrait de ne jamais perdre de vue que l'objectif essentiel est l'adoption de mesures conduisant au désarmement réel, à la différence de simples mesures collatérales concernant la limitation des armes ou le non-armement.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Mais au lieu de cela, certains accords sur la limitation des armements laissent ouverte la possibilité de procéder à de nouveaux perfectionnements technologiques, ce qui entraîne inévitablement la montée constante de la course aux armements jusqu'au plus haut niveau de la technique nucléaire. Jusqu'ici, les accords SALT n'ont pas eu pour effet de réduire réellement les armements, mais promesse est faite que les prochaines négociations SALT marqueront des progrès en ce sens. Le Brésil, comme l'écrasante majorité des membres de l'Organisation des Nations Unies, voudrait espérer que cette promesse sera tenue sans plus tarder.

Nous voudrions, par exemple, que des propositions concrètes soient présentées tendant à bloquer effectivement le perfectionnement technique des systèmes actuels tels que les vecteurs d'armes nucléaires (missiles balistiques, missiles de croisière, systèmes mobiles, etc.), à empêcher toute nouvelle augmentation de la précision des missiles à têtes multiples, à limiter les budgets d'armement nucléaire, enfin et surtout, à affecter à des fins exclusivement pacifiques les travaux de recherche et de développement concernant la technologie spatiale. De même, des propositions concrètes sur le blocage, la réduction et finalement la destruction de certains types d'armes nucléaires pourraient être présentées dans le cadre du désarmement nucléaire.

Nous envisagerions de donner à certaines armes une désignation explicite : missiles basés à terre, lancés par mer, ou aéroportés, et têtes nucléaires correspondantes. Un examen sérieux et responsable de ces questions hâterait certainement, en raison de l'influence directe qu'il exercerait dans ce domaine, la réalisation de l'objectif ultime que constitue le désarmement général et complet, objectif que tendent à éclipser depuis quelque temps les nuages de l'oubli.

Ce n'est pas par hasard ou parce que des boutons de vote auraient été poussés par erreur à l'Assemblée générale, que de nombreuses résolutions ont été adoptées au fil des années pour proclamer que le désarmement général et complet constitue l'objectif ultime de tous les efforts de désarmement.

Le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement confirme cette détermination de la communauté internationale et donne en principe une impulsion nouvelle dans cette direction. Dans tous ces documents, la communauté internationale attribue la priorité absolue au désarmement nucléaire. D'autres instruments internationaux importants mentionnent expressément le désarmement général et complet comme l'objectif ultime à viser. Toutefois, il n'a jamais été possible d'obtenir un engagement ferme, obligatoire et sans équivoque en ce qui concerne le désarmement

(M. de Souza e Silva, Brésil)

nucléaire. Par exemple, l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne comprend rien de plus explicite que l'engagement par toutes les Parties de "poursuivre de bonne foi" des négociations sur ces deux points. Faute d'un engagement ferme de désarmement nucléaire pris par les puissances dotées d'armes nucléaires, la décision politique majeure exigée de tous les Etats non dotés d'armes nucléaires, celle d'abandonner leur droit souverain à l'option nucléaire, serait sans contrepartie. Le Brésil, parmi d'autres pays ayant fait des déclarations significatives, a exprimé ses préoccupations même avant 1968. Nous pourrions rappeler à cet égard le document ENDC/178 du 19 août 1966 où sont énoncés les principes qui devraient être incorporés dans un instrument juste, équilibré et équitable établissant un régime efficace et durable de non-prolifération. Nous estimons que cette position est aussi actuelle aujourd'hui qu'elle l'était dans les années 60.

Pour sa part, le Brésil a, dans les instances internationales, largement donné son appui à l'utilisation la plus complète de la technologie nucléaire à des fins pacifiques tout en renonçant sans équivoque à l'acquisition d'armes nucléaires. Nous avons signé et ratifié le Traité sur l'Antarctique de 1959, le Traité sur l'espace extra-atmosphérique de 1967, le Traité d'interdiction partielle des essais de 1963 et en particulier le Traité de 1967 sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, généralement connu sous le nom de Traité de Tlatelolco.

Je me suis étendu sur les questions liées à la prolifération des armes nucléaires pour deux raisons principales qui nous semblent tout à fait pertinentes dans ce débat sur la cessation de la course aux armements nucléaires et sur le désarmement nucléaire. La première est que la communauté internationale est aujourd'hui de plus en plus préoccupée et inquiète en voyant que des systèmes nouveaux encore plus perfectionnés s'ajoutent constamment aux arsenaux des puissances dotées d'armes nucléaires, et en particulier des superpuissances. Les accords sur la limitation des armements que ces puissances ont conclus paraissent avoir un effet diamétralement opposé aux objectifs qu'elles prétendaient viser. La deuxième raison est que les négociations ayant pour but d'arrêter et d'inverser la course actuelle aux armements nucléaires doivent être ramenées au centre même de nos préoccupations au sein de ce Comité. Des discussions et des négociations sérieuses sur le désarmement nucléaire sont depuis longtemps écartées et négligées à cause de leur prétendue complexité. La cessation de la course aux armements et le désarmement nucléaire sont synonymes de non-prolifération verticale, thème

(M. de Souza e Silva, Brésil)

remarquablement absent des négociations sur le désarmement tant bilatérales que multilatérales. Maintenir une prolifération verticale effrénée des armes nucléaires et vouloir imposer un régime international de non-prolifération horizontale, ce sont là deux politiques qui, à long terme, semblent incompatibles.

En matière de désarmement nucléaire, problème que nous considérons comme étant actuellement le plus pressant et le plus important, des progrès ne seront possibles que si les puissances dotées d'armes nucléaires font preuve d'une volonté politique de négocier sur le plan multilatéral des mesures efficaces de désarmement nucléaire. Les divergences des cinq puissances nucléaires devraient être rapidement aplanies. Des formules générales devraient être examinées, précisées et détaillées pour que le Comité du désarmement puisse commencer à travailler sur des propositions spécifiques, réalistes et négociables, émanant aussi bien des puissances nucléaires que des Etats non dotés d'armes nucléaires. La rhétorique n'est pas et ne pourra jamais remplacer le désarmement.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Au paragraphe 124 du Document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Secrétaire général de créer "un conseil consultatif composé de personnalités éminentes, choisies au vu de leurs compétences personnelles et compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable" qui serait chargé de le conseiller sur divers aspects des études à entreprendre sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements, y compris sur l'élaboration d'un programme relatif à ces études.

Le Conseil consultatif visé par l'Assemblée a été établi peu après par le Secrétaire général et a tenu en novembre 1978 sa première session, au cours de laquelle il a, entre autres choses, examiné les buts que devraient servir les études effectuées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements et conclu qu'il s'agissait des objectifs suivants :

- "1) Faciliter les négociations en cours sur le désarmement et la limitation des armements;
- 2) Aider à cerner certains thèmes, en vue de lancer de nouvelles négociations;
- 3) Offrir un cadre général aux délibérations des négociations en cours;
- 4) Evaluer la menace que font peser sur la survie même de l'humanité l'existence d'armes nucléaires et la poursuite de la course aux armements, et les répercussions de celle-ci tant sur la sécurité internationale que sur le développement, et sensibiliser l'opinion publique à ce sujet."

(M. García Robles, Mexique)

En 1979, le Conseil a tenu ses deuxième et troisième sessions et, en examinant les fonctions dont il est chargé, est parvenu à la conclusion que la mise au point d'un programme détaillé d'études sur le désarmement devait être un processus permanent qui dépendrait de l'élaboration d'un programme de désarmement également détaillé. Cependant, le Conseil a été d'avis que, bien qu'il doive adopter pour cette tâche une approche intégrée, ses recommandations, en attendant qu'un programme global de désarmement soit mis au point, ne pourraient porter que sur certains thèmes concrets qui devraient être retenus en fonction des priorités correspondantes.

Par ailleurs, le Conseil a confirmé la conclusion à laquelle il était parvenu lors de sa première session, selon laquelle il était de son ressort de proposer des études au Secrétaire général, tout en se rendant compte que le nombre de celles qui pourraient être utilement entreprises est limité à l'heure actuelle. Dans cette optique, le Conseil a examiné les diverses propositions d'études qui lui ont été présentées par ses membres et après une analyse approfondie des arguments avancés par les auteurs, a décidé de recommander la réalisation d'une seule étude : celle relative à la question de l'interdiction des essais nucléaires. Cette recommandation, que le Secrétaire général a faite sienne, a été à l'origine de la décision 34/422, que l'Assemblée générale a approuvée le 11 décembre 1979, conformément à laquelle le Comité du désarmement a reçu la semaine dernière l'étude intitulée "Interdiction complète des essais nucléaires" (CD/86), établie par les quatre experts consultants qui y sont mentionnés, avec l'aide du Centre de l'Organisation des Nations Unies pour le désarmement.

Un examen attentif de l'étude montre à l'évidence combien la recommandation du Conseil était justifiée. En effet, les auteurs de l'étude, grâce à la sélection rigoureuse qu'ils ont opérée parmi la volumineuse documentation existante, ont réussi à présenter, dans les 38 pages que comprend l'étude, une synthèse claire et méthodique des principaux éléments qu'il faut prendre en considération pour examiner cette question, si l'on veut réaliser ce qui est défini à juste titre dans l'introduction comme "l'un des principaux objectifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement". A notre avis, cette étude peut être d'une grande utilité, tant pour les négociations, qui, il faut l'espérer, reprendront bientôt sur le plan multilatéral, que pour la bonne information de l'opinion publique internationale.

Je n'ai pas, loin de là, l'intention de commenter la teneur de ce document. Sa brièveté relative est par elle-même une invitation à le lire intégralement, non seulement une fois mais plusieurs fois, car, même en ajoutant aux 38 pages que comprend

(M. García Robles, Mexique)

l'étude proprement dite celles de la préface et des annexes, il ne contient au total que 51 pages. Je voudrais seulement citer, parmi les nombreux faits et avis qui sont exposés dans l'étude, ceux qui me paraissent mériter d'être soulignés en raison de leur importance particulière :

1. Partant du fait que, sur le plan international, aucune autre question concernant le désarmement n'a fait l'objet d'autant de préoccupations, de discussions, d'études et de négociations que celle de la cessation des essais d'armes nucléaires, qui constitue chaque année depuis 1957 un point distinct de l'ordre du jour de l'Assemblée générale et sur laquelle l'Assemblée a adopté 36 résolutions, c'est-à-dire beaucoup plus que pour toutes les autres questions intéressant le désarmement, les auteurs de l'étude concluent, au paragraphe 60 :

"Malgré tous ces actes de l'Assemblée générale, y compris l'adoption de sept résolutions condamnant les essais d'armes nucléaires et de sept autres demandant que la plus haute priorité soit donnée à leur interdiction totale, la communauté internationale attend toujours la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. Ceux-ci se poursuivent malgré 24 résolutions demandant instamment la suspension des essais d'armes nucléaires dans tous les milieux."

Plus loin, au paragraphe 115, les auteurs de l'étude rappellent trois concessions faites par l'une des parties, dans les termes suivants :

"Les obstacles aux négociations effectives entre l'URSS, le Royaume-Uni et les Etats-Unis sur une interdiction complète des essais semblaient avoir été éliminés en 1977 lorsque ces Etats sont convenus que l'inspection sur place pour vérifier le respect du traité pourrait avoir lieu dans certaines conditions, que les explosions à des fins pacifiques seraient régies par un protocole qui ferait partie intégrante du traité et que la participation de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires ne serait pas exigée pour que le traité entre en vigueur." Au paragraphe suivant, ils formulent la conclusion suivante :

"Il convient de noter d'abord, lorsqu'on examine ces questions, que diverses raisons ont été invoquées pour justifier la poursuite des essais d'armes nucléaires. La plus fréquente est que les explosions expérimentales sont nécessaires pour maintenir la confiance dans la fiabilité des armes stockées. En réponse à cette affirmation, des opinions hautement qualifiées ont été émises selon lesquelles

(M. García Robles, Mexique)

il est possible de vérifier l'état des armes nucléaires stockées sans procéder à des essais. Même en supposant que les armes nucléaires puissent se détériorer, cette détérioration affecterait les arsenaux de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires. De plus, les experts qui ont étudié le problème estiment que, moins sera grande la confiance placée dans les armes nucléaires, moins sera grande également la tentation de compter sur elles."

2. Les négociations trilatérales entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique, qui ont abouti à l'instrument généralement connu sous le nom de Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, n'ont duré que dix jours : du 15 au 25 juillet 1963. L'explication de cette rapidité qui paraît encore plus extraordinaire si on la compare à plus de vingt années de tentatives infructueuses pour obtenir une interdiction générale, est donnée sans équivoque aux paragraphes 48 à 51 de l'étude, qui sont ainsi conçus :

"L'URSS et les Etats-Unis, qui en 1963 avaient déjà procédé à d'importantes séries d'essais dans l'atmosphère, savaient que les essais souterrains, qui allaient se poursuivre, fourniraient la plupart des données nécessaires à la mise au point ultérieure des armes nucléaires. Cela facilita dans une grande mesure la conclusion du Traité d'interdiction partielle des essais.

"Dans la pratique, ce Traité d'interdiction partielle des essais ne ralentit pas la course aux armements nucléaires entre les principales puissances nucléaires si ce n'est qu'il imposa des limitations techniques aux essais souterrains d'armes thermonucléaires de grande puissance.

"Après la signature du Traité, on observa en fait une accélération des essais. Sur les 1 221 essais nucléaires signalés entre 1945 et 1979, 488 furent effectués dans les 18 années précédant la conclusion du Traité, et 733 dans les 16 années qui suivirent sa signature. On constate donc qu'en moyenne il y eut par an 45 essais après la signature du Traité contre 27 avant cette date. Les trois puissances nucléaires parties au Traité d'interdiction partielle des essais, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS, sont responsables de plus de 90 % de toutes les explosions nucléaires.

"Bien que les Parties se soient engagées à oeuvrer en vue d'une interdiction complète des essais, il n'y a eu en fait aucune négociation pendant toute une décennie."

(II. García Robles, Mexique)

3. Les paragraphes de la déclaration faite par le Secrétaire général devant la CCD le 29 février 1972 qui ont trait à l'interdiction complète des essais - paragraphes que, soit dit en passant, la délégation mexicaine s'est permis de citer intégralement dans son intervention du 21 juin 1979 (CD/PV.34) - se trouvent reproduits à très juste titre dans l'appendice A de l'étude. Parmi ces paragraphes, les plus pertinents pour toute négociation sur la question sont incontestablement ceux qui sont ainsi conçus :

"Si l'on considère les moyens existants de vérification par les méthodes sismiques et par d'autres méthodes, ainsi que les possibilités offertes par les procédures internationales de vérification au moyen de consultations et d'enquêtes, ou selon la méthode dite de 'vérification par défi' ou 'd'inspection sur invitation', il est difficile de comprendre qu'un nouveau retard puisse être apporté à la réalisation d'un accord sur l'interdiction des essais souterrains.

"A la lumière de toutes ces considérations, je partage la conclusion inéluctable que les risques potentiels résultant de la poursuite des essais souterrains d'armes nucléaires sont bien supérieurs aux risques que pourrait présenter la décision de mettre fin à ces essais."

Dans l'avant-propos qu'il a rédigé pour l'étude, le Secrétaire général a déclaré solennellement et expressément ce qui suit :

"Dans ma première déclaration à la Conférence du Comité du désarmement, en 1972, j'ai exprimé l'opinion que tous les aspects techniques et scientifiques du problème avaient été explorés de manière si complète que, seule, une décision politique était désormais nécessaire pour parvenir à un accord final. Je n'ai pas changé d'avis. Le problème peut et doit être résolu maintenant."

Le plus haut fonctionnaire international avait dit en 1972 :

"L'impatience et le mécontentement largement partagés par les Etats non dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne l'incapacité des puissances dotées d'armes nucléaires de mettre fin aux essais d'armes nucléaires ont été clairement exprimés..."

Dans l'étude dont nous avons maintenant reçu le texte, le bien-fondé de ce jugement se trouve entièrement confirmé par ce qui est dit au paragraphe 15 :

"Devant l'échec des tentatives en vue de mettre fin aux essais d'armes nucléaires, de nombreux Etats se montrèrent déçus et de plus en plus mécontents. D'une manière générale, les Etats non dotés d'armes nucléaires en vinrent à considérer que l'interdiction complète des essais serait la pierre de touche de la détermination des Etats dotés d'armes nucléaires de mettre fin à la course aux armements."

(M. Garcia Robles, Mexique)

Ma délégation estime que, dans une année comme celle-ci où doit avoir lieu la deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, des évaluations telles que les deux que je viens de citer ne devraient pas être mésestimées par les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui sont les dépositaires du Traité. Nous croyons que ceux-ci devraient faire non seulement le possible, mais aussi l'impossible pour que soit créé au cours de la session d'été un groupe de travail du Comité du désarmement chargé de négocier un projet de traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, en tenant compte des éléments résultant des négociations trilatérales, qui lui seraient transmis.

Il ne faut pas oublier que le préambule de ce traité insiste sur la nécessité de "chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais" et que l'article VI dispose que les Parties contractent des engagements relatifs à "la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire".

Il convient également de garder présent à l'esprit qu'au début des négociations sur le Traité de non-prolifération, l'Assemblée générale a insisté sur le fait que l'établissement d'un équilibre acceptable entre les responsabilités et les obligations mutuelles des Etats dotés et non dotés d'armes nucléaires était un élément indispensable pour rendre le régime de non-prolifération acceptable à tous les Etats.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais associer la délégation britannique à celles qui vous ont chaleureusement souhaité la bienvenue en votre qualité de Président du Comité pour le mois en cours. Le fait que, pendant votre période d'activité, un accord sur les points en suspens est finalement intervenu, ce qui devrait permettre aux quatre groupes de travail de ce Comité de commencer leurs travaux, est certainement pour vous comme pour la délégation britannique un motif de grande satisfaction.

Avant la clôture de la présente session de printemps du Comité, je voudrais présenter quelques remarques sur les nouvelles armes de destruction massive et les armes radiologiques. Nous avons écouté avec intérêt un certain nombre d'interventions sur ces deux sujets pendant les récentes séances plénières.

Dans la déclaration qu'elle a faite en juillet dernier, la délégation britannique s'est félicitée de l'initiative commune des Etats-Unis et de l'Union soviétique de présenter les principaux éléments d'un traité interdisant la mise au point, la

fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques. A cette occasion, nous avons posé un certain nombre de questions sur le projet, et nous attendons avec intérêt que le Groupe de travail des armes radiologiques examine ces questions en profondeur ainsi que celles soulevées par d'autres délégations.

Pendant que nous poursuivions l'examen du projet commun et que nous écoutions les remarques formulées par d'autres délégations, il nous est venu une ou deux autres idées qu'il semble être approprié d'introduire maintenant dans nos débats.

Premièrement, en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article II du projet de traité proposé, certains se sont déclarés préoccupés par le fait que l'utilisation à des fins militaires de la matière radioactive produite par une explosion souterraine serait toujours autorisée. A notre avis, il ne s'agit là que d'un problème marginal : il serait en pratique extrêmement difficile de rassembler cette matière et, de toute façon, une fois la matière ainsi ramassée disposée sur un vecteur, elle tomberait immédiatement sous le coup de l'interdiction énoncée dans le paragraphe 1 de cet article du Traité.

De même, bien que nous comprenions pleinement et que nous partagions les vues exprimées par un certain nombre de nos collègues selon lesquelles ce traité ne devrait pas interdire ou limiter les utilisations pacifiques des matières radioactives, nous ne pensons pas qu'il faille s'en préoccuper sérieusement. Il ressort clairement des articles II et III du projet américano-soviétique que le traité ne s'applique qu'aux utilisations de la radioactivité qui causent - je cite - "des destructions, des dommages ou des lésions", et l'article V exclut expressément du traité les utilisations à des fins pacifiques. L'article V pourrait toutefois être renforcé par l'addition d'une phrase prévoyant explicitement l'échange d'informations entre les Etats selon les principes du paragraphe 2 de l'article III de la Convention sur les modifications de l'environnement.

En ce qui concerne l'article VII du projet, nous aimerions qu'on nous indique en temps utile les motifs de l'énumération de certains traités relatifs au contrôle des armements. En particulier, nous ne voyons pas très clairement pourquoi on a choisi de mentionner ici expressément le Protocole de Genève de 1925.

Enfin, en ce qui concerne l'article XI, nous accepterions volontiers le délai suggéré de dix ans avant la réunion d'une conférence d'examen du traité. Compte tenu du nombre croissant de réunions sur le contrôle des armements qui se tiennent actuellement, nous estimons qu'un tel délai n'est pas déraisonnable pour un traité dont l'application, à notre avis, posera probablement très peu de problèmes.

Je voudrais maintenant passer au sujet bien plus large de l'interdiction des nouvelles armes de destruction massive. Comme l'indiquent les interventions de la délégation britannique, tant ici qu'à l'ONU, l'opinion bien considérée du

(M. Summerhayes (Royaume-Uni))

Gouvernement britannique, entre autres, est qu'il serait très grave et regrettable qu'un nouveau type d'arme de destruction massive soit inventé et déployé pour être utilisé. C'est pourquoi, nous nous sommes joints à deux reprises aux auteurs de résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies demandant instamment aux Etats de s'abstenir de mettre au point de telles armes, chargeant le Comité de suivre en permanence l'examen de cette question.

Très récemment, le 1er avril, le distingué représentant de l'Union soviétique a présenté une version légèrement révisée de la proposition tendant à ce que le Comité crée un groupe d'experts sur cette question. La délégation britannique pense que les membres du Comité devraient se préoccuper très sérieusement de l'objectif qui serait fixé à un tel organisme. Pour ce qui est de la nécessité de guetter en permanence l'apparition possible de nouvelles armes de destruction massive, nous observons que, malgré le temps qui a été alloué aux débats sur cette question au cours des trois dernières sessions du CD et de la CCD, peu de documents y ont été consacrés et l'on n'a présenté aucune preuve substantielle de quelque nature que ce soit pour indiquer qu'il existe, ou même qu'il pourrait exister en perspective de nouvelles armes de destruction massive.

Une autre tâche proposée au groupe d'experts serait de préparer le projet d'un accord général sur la question. A cet égard, la délégation britannique voudrait savoir comment on pourrait négocier un accord global sur une question qui demeurerait hypothétique, puisque par définition l'intention serait de légiférer sur des armes qui n'auraient pas encore été inventées. La délégation britannique a toujours maintenu le point de vue - que nous n'avons pas entendu contester - que pour que les traités de désarmement inspirent une véritable confiance sur le plan international, il faut qu'ils soient spécifiques par leur portée et susceptibles de vérification par des procédures soigneusement élaborées. Il nous semble donc qu'un traité traitant d'armes hypothétiques ne pourrait pas satisfaire à ces exigences. Un autre rôle envisagé pour le groupe d'experts serait de préparer des accords spécifiques sur des types particuliers d'armes de destruction massive qui pourraient être identifiés. Cette activité est certainement raisonnable en principe en tant que contribution au contrôle des armements en général, mais en pratique elle dépendrait de l'identification d'armes particulières. Comme je viens de le dire, aucune arme de ce type n'a encore été identifiée. Si le Comité, au cours des examens périodiques qu'il consacre à cette question, identifiait une nouvelle arme potentielle de destruction massive, alors, et seulement alors, à notre avis, cette tâche deviendrait appropriée. La délégation britannique tend donc à penser que la proposition de créer un groupe d'experts est encore prématurée.

M. PFEIFFER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter d'avoir assumé la présidence du Comité du désarmement pour le mois en cours. En même temps, je tiens à remercier le Président du mois dernier, M. l'Ambassadeur Yu Pei-Wen. Aussi bien lui que son prédécesseur, M. l'Ambassadeur McPhail, ont accompli les préparatifs nécessaires qui vous ont permis, Monsieur le Président, d'annoncer les noms des présidents des quatre groupes de travail que le Comité avait décidé de créer à un stade initial de ses délibérations.

Ma délégation est heureuse qu'un consensus ait été obtenu au sujet de la désignation des présidents des groupes de travail pour l'année 1980. Au cours des journées qui nous restent, nous nous joindrons à l'effort commun pour rattraper le temps qui a été perdu en raison des consultations un peu prolongées dont cette question a fait l'objet. Nous espérons qu'il sera possible, dans ces jours qui viennent, d'esquisser les grandes lignes des activités à mener au sein des groupes de travail durant la session d'été.

Ma délégation s'est abstenue de prendre la parole en séance plénière sur des points de notre ordre du jour qui, à notre avis, pourraient être plus utilement traités dans les groupes de travail. Je rappellerai en l'occurrence avoir dit le 25 mars, en séance plénière, que nous formulerions des observations plus détaillées au cours des discussions dans les groupes de travail.

Ayant exprimé ma satisfaction au sujet de la création définitive des groupes de travail, je ne dissimulerai pas que ma délégation est déçue de ce qu'il n'ait pas été possible jusqu'ici de prendre une décision au sujet de la question des invitations à adresser aux Etats non membres qui souhaiteraient prendre la parole au Comité. Il est regrettable que des pays qui ont déjà fourni la preuve de leur intérêt et de leur bonne volonté et ont démontré qu'ils étaient en mesure d'apporter des contributions appréciables à la cause du désarmement n'ont pu se voir offrir jusqu'ici la possibilité de participer activement aux travaux du Comité du désarmement. A notre avis, il est regrettable aussi qu'on ait établi des rapports d'interconnexion qui, eu égard au mandat du Comité du désarmement, ne peuvent être justifiés.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et je prends note de sa demande sur laquelle le Comité prendra ultérieurement une décision. Comme la présidence l'a déjà indiqué, je vous laisse le soin de décider s'il convient de pousser la question plus avant.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique voudrait aujourd'hui formuler des observations sur certaines déclarations prononcées à la précédente séance du Comité.

Le chef de la délégation américaine a consacré sa déclaration à l'utilisation des armes chimiques. On sait que cette question n'est pas nouvelle; elle s'est posée maintes fois à la communauté mondiale au moment de la guerre menée par les Etats-Unis contre le Viet Nam, alors que les armées américaines faisaient un large usage des armes chimiques contre les peuples d'Indochine, provoquant de graves dommages dont non seulement les Vietnamiens, mais de nombreux militaires américains qui ont pris part à cette guerre ressentent encore les effets. Cette question est redevenue actuelle. La récente déclaration du Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan publiée le 11 avril courant (CD/89), rapporte des faits attestant l'utilisation d'armes chimiques par les forces contre-révolutionnaires en Afghanistan.

Comment la délégation américaine a-t-elle répondu à ces faits ? D'abord, en répétant des accusations diffamatoires concernant l'emploi d'armes chimiques par les armées soviétiques en Afghanistan, sans apporter aucune preuve - je dis bien aucune - à l'appui de ses dires.

Diverses communications de presse ont été à nouveau évoquées dans cette déclaration. Quelques exemples que nous nous permettrons de citer, nous donneront une idée de la nature de ces communications et de la valeur qu'on peut leur attribuer. C'est ainsi que le correspondant de l'agence américaine United Press International à Hong-kong, M. Miller, se trouvant je ne sais comment en Afghanistan, rapporte comme suit le récit d'un soi-disant "témoin oculaire" concernant l'emploi de "substances toxiques" par l'aviation soviétique dans la province du Kounar :

"Les gaz ont pénétré dans la maison et je suis tombé. Je me suis endormi et je ne me suis réveillé qu'au bout d'environ deux heures. Lorsque je me suis réveillé, je ne savais pas où j'étais". Evidemment conscient du peu de consistance du témoignage de ce soi-disant témoin oculaire, Miller ajoute dans sa communication : "Les faits concernant cette attaque aérienne, qui aurait eu lieu le 22 février, n'ont pu être confirmés par des sources indépendantes ..."

Je prendrai un autre exemple. Le New York Post a indiqué récemment qu'il disposait "d'informations fragmentaires" concernant l'utilisation par les armées soviétiques de "substances chimiques toxiques". Après quelques jours, le New York Times a reproduit ces informations en les attribuant à des "connaissances russes" dont il ne donne pas les noms.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Ce que l'on peut dire de toutes ces communications diffusées par les organes américains d'information de masse, puis reprises par d'autres organes de presse avides de tous les bruits et de toutes les nouvelles à sensation antisoviétiques, c'est qu'il existe un proverbe oriental : "On ne peut pas cacher un chameau sous sa robe". De même, on ne peut pas faire passer un mensonge pour une vérité, même lorsqu'il est propagé par des journaux qui se prétendent sérieux.

Le chef de la délégation américaine au Comité du désarmement n'a rien trouvé de mieux, pour étayer la thèse illusoire selon laquelle l'armée soviétique emploierait des armes chimiques en Afghanistan, que de citer la déclaration de son collègue à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Cette référence n'est guère convaincante car on ne voit pas comment une déclaration faite par le représentant du Gouvernement américain dans la salle voisine pourrait différer de celle qui a été prononcée ici. Cependant, c'est sur un autre point que je voudrais appeler l'attention. Même dans la déclaration faite à la Commission des droits de l'homme, aucun fait concret n'est mentionné; on se contente de citer des informations selon lesquelles "les forces soviétiques et les armées afghanes coopérant avec elle peuvent - je souligne le mot 'peuvent' - avoir utilisé des agents chimiques létaux ...". Bien entendu, là aussi, les preuves détaillées auxquelles le représentant des Etats-Unis a vaguement fait allusion à la Commission des droits de l'homme, font entièrement défaut.

Enfin, le représentant des Etats-Unis à notre Comité a lui-même déclaré explicitement que "le monde n'a pas encore de preuve matérielle concluante de l'utilisation d'agents chimiques létaux". On peut se demander pourquoi, dans ces conditions, la délégation américaine croit pouvoir, à propos de cette question, se livrer à des spéculations qui enveniment le climat des débats, en particulier au Comité du désarmement.

La déclaration de la délégation américaine appelle encore une autre conclusion importante; elle reconnaît en substance la possibilité de l'utilisation, par des bandes de mercenaires en Afghanistan, d'armes chimiques fabriquées aux Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis a déclaré sans ambages que dans le passé, les Etats-Unis ont fourni et vendu certains agents chimiques aux gouvernements avec lesquels ils ont conclu des accords de sécurité. Certes, il a affirmé que le Gouvernement américain n'a pas connaissance que ces agents fabriqués aux Etats-Unis aient été remis à des bandes de mercenaires. Cependant cette question a été mise

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

au clair par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan, dont les forces armées, après avoir défait des bandes de contre-révolutionnaires de la province de Hérat, ont saisi des grenades de fabrication américaine contenant des produits chimiques.

Pour éviter de formuler des accusations gratuites, comme ceux qui inventent de toutes pièces des informations sur l'utilisation d'armes chimiques par les armées soviétiques, le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan a tenu une conférence de presse en présentant les grenades, qui portaient l'inscription suivante : "Fabriqué au Laboratoire fédéral de Salisbury, Etat de Pennsylvanie, Etats-Unis, 1978". On a également démontré les effets de ces agents chimiques sur des animaux. A vrai dire, nous ne comprenons pas très bien l'ironie dont fait montre l'ambassadeur américain dans sa déclaration au sujet de la démonstration des effets nocifs des agents chimiques sur les animaux. Peut-être s'attendait-il à ce que cette démonstration des effets des armes chimiques fabriquées aux Etats-Unis soit effectuée sur des êtres humains ?

Le représentant des Etats-Unis s'est permis d'appeler cette conférence de presse un "spectacle" et a cherché à mettre en doute l'authenticité indiscutable des faits exposés ci-dessus.

S'il existe un doute quelconque à ce sujet, permettez-moi de citer un extrait du document CD/89, qui est ainsi conçu : "Le Gouvernement afghan se déclare prêt à procéder à des recherches et à un examen, avec le concours des autorités internationales compétentes, au sujet de l'emploi et du fonctionnement de ces grenades de fabrication américaine, et à montrer que ces mercenaires venant de l'étranger s'en servent contre la population paisible." Et ainsi de suite. Je voudrais dire quelques mots du ton général de la déclaration de la délégation américaine. Cette déclaration grossière, pleine d'attaques contre mon pays et contre la République démocratique d'Afghanistan, était faite sur un ton de colère et d'irritation. Nous connaissons pourtant le caractère pondéré et tranquille du chef de la délégation américaine au Comité. Tout ce que l'on peut dire à ce sujet, c'est de rappeler l'aphorisme "Jupiter, si tu te fâches, c'est que tu as tort".

Je formulerai maintenant quelques observations au sujet de la déclaration du représentant de la Chine. Nous avons eu l'impression qu'il n'a pas saisi l'objet essentiel des critiques formulées en mars dernier par le représentant de la Pologne, M. l'Ambassadeur Sujka, à l'adresse du Président du Comité.

(M. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La délégation soviétique appuie entièrement les observations de la délégation polonaise. En mars dernier, le Président du Comité a causé un tort grave aux travaux du Comité en omettant de le consulter avant de distribuer le document CD/76, alors qu'il savait pertinemment que le Comité ne pouvait parvenir à un consensus sur ce document, ne serait-ce que parce que la grande majorité des Etats membres du Comité, à savoir les pays socialistes et nombre de pays non alignés et de pays occidentaux ne reconnaissent pas le groupe de criminels qui prétendent représenter un "Kampuchea démocratique" inexistant. Connaissant l'expérience diplomatique du chef de la délégation chinoise, nous ne pouvons admettre qu'il ait été assez naïf pour ne pas comprendre que, dans ces conditions, le Comité aboutirait à une impasse, d'autant plus que, comme on l'a appris, il avait été mis en garde contre une telle éventualité.

Aucun des huit présidents précédents du Comité ne s'est jamais permis de donner des instructions pour la publication d'un document qui pouvait donner lieu à des divergences de vues au Comité. Comme on le sait, cette situation s'est produite au Comité pour la première fois en mars 1980. Ainsi, en publiant, au mois de mars dernier, un document notoirement controversé, le Président a créé un dangereux précédent qui, comme on pouvait s'y attendre, a détourné pour longtemps l'attention du Comité de l'examen des questions essentielles du désarmement.

En outre, pour la première fois dans l'histoire du Comité, la délégation chinoise a empêché un Etat non membre de participer aux travaux de cet organe. Ce faisant, elle a créé un dangereux précédent qui a déjà fait beaucoup de tort à l'autorité du Comité. En outre, elle l'a fait à l'encontre d'un Etat dont aucun membre n'avait vu d'inconvénients à ce qu'il participe aux travaux du Comité en 1979. L'année dernière, les 39 Etats membres du Comité du désarmement ont appuyé la demande de la République socialiste du Viet Nam, qui a pris part aux travaux du Comité. L'injustice et le caractère discriminatoire de la position de la Chine sont d'autant plus évidents qu'il s'agit d'un Etat qui a été victime d'une vaste intervention au moyen d'armes chimiques et qui a évidemment beaucoup à dire sur la question des effets réels de l'utilisation de ces armes et sur les énormes dangers qu'elle comporte.

En ce qui concerne le caractère et l'objet de la présence actuelle des armées soviétiques en Afghanistan, sujet qui en vérité n'a aucun rapport avec les travaux du Comité du désarmement, mais qui est le thème favori des déclarations de la délégation chinoise, nous voudrions préciser ce qui suit.

(II. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

En aidant le peuple afghan à lutter contre les forces contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, les armées soviétiques en Afghanistan remplissent le même devoir international qu'en 1945, lorsqu'elles ont aidé le peuple chinois dans sa lutte contre les forces réactionnaires intérieures et extérieures. Comme on le sait, la participation de l'armée soviétique à la libération du Nord-Est de la Chine et sa présence temporaire à cet effet sur le territoire de la Chine, ont été hautement appréciées par la République populaire de Chine et par le peuple chinois.

Il est permis de penser que la délégation chinoise, de même que d'autres délégations, d'ailleurs, feraient bien de se rappeler cette page d'histoire, ainsi que la lutte qui a été menée pour obtenir la reconnaissance des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'ONU, dont nous avons déjà parlé.

Dans son discours du 5 février, le chef de la délégation chinoise a déclaré ce qui suit : "La Chine a maintenant décidé de participer à partir de cette année à ses travaux et nous sommes prêts à nous associer activement à vos délibérations et à apporter notre contribution aux progrès d'un désarmement véritable et à la cause de la paix."

Trois mois se sont écoulés depuis cette déclaration. À dire vrai, nous n'avons observé aucune proposition ou initiative constructive de la part de la délégation chinoise. En revanche, à tout propos et hors de propos, soit au cours du débat général, lors de l'examen des questions relatives aux armes chimiques, soit lors de l'étude des problèmes organisationnels, nous entendons régulièrement des attaques contre l'Union soviétique. Cela ne suffit-il pas, Messieurs les délégués de la Chine, et n'est-il pas temps de s'arrêter, à moins que la délégation chinoise ne considère que c'est là sa contribution aux travaux du Comité ?

Nous espérons que la délégation chinoise comprendra enfin que le Comité du désarmement est un organe sérieux dans le cadre duquel il convient de procéder à des négociations constructives sur le problème le plus urgent de notre temps, celui du désarmement, au lieu de nous rebattre les oreilles de calomnies anti-soviétiques.

Dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, A. A. Gromyko souligne, à propos des tâches à accomplir pour la deuxième Décennie du désarmement, que, de l'avis de l'Union soviétique, il importe au premier chef, dans le contexte plus difficile de la situation internationale, que les États épris de paix n'affaiblissent pas, mais au contraire renforcent leurs efforts pour renforcer la paix, éliminer la menace de guerre et mettre en oeuvre des mesures concrètes dans le domaine de la maîtrise de la course aux armements et du désarmement.

(M. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'Union soviétique a maintes fois déclaré qu'elle est prête à limiter et à interdire n'importe quel type d'arme sur une base réciproque, dans le cadre d'accords conclus avec d'autres Etats, à condition, bien entendu, que cela ne porte préjudice à la sécurité d'aucun pays, dans des conditions de complète réciprocité entre Etats disposant d'armements correspondants.

Compte tenu de cette position, la délégation soviétique appuie pleinement la proposition faite à la dernière séance par le représentant de l'Inde, M. l'Ambassadeur Gharekhan, en vue de créer dans le cadre du Comité un groupe de travail sur les problèmes du désarmement nucléaire. Nous voudrions également confirmer que la délégation soviétique ne voit pas d'inconvénient à créer un groupe de travail sur l'interdiction des essais nucléaires auquel participeraient toutes les puissances dotées d'armes nucléaires et qui serait chargé d'examiner les questions relatives à l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

II. ALISON (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Au nom de ma délégation, je tiens à déclarer que nous sommes extrêmement heureux de vous voir présider le Comité pendant le mois d'avril et à vous assurer de notre appui pendant le restant de votre mandat. Nous tenons également à vous féliciter pour l'énergie avec laquelle vous vous êtes efforcé de résoudre certaines des questions les plus épineuses qui se posent au Comité. Comme vous le savez il faut le grondement des forts et la prière des faibles pour établir un équilibre dans le monde. Ma délégation estime que la réponse qu'appellent les accusations et contre-accusations des superpuissances du monde est le désarmement complet.

Je prends la parole ce matin en ma qualité de coordonnateur en exercice du Groupe des 21 pour réaffirmer la position du Groupe au sujet de la question d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui figure à notre ordre du jour pour cette semaine.

Je voudrais appeler l'attention du Comité sur une déclaration faite au nom du Groupe le 4 mars 1980 par M. Shitemi, du Kenya, et reproduite également dans le document CD/72, dans laquelle le Groupe des 21 se réfère à sa déclaration du 27 février 1980 sur la création de groupes de travail (CD/64), parce que ces groupes constituent le meilleur mécanisme pour mener des négociations concrètes au sein du Comité. Le Groupe demande ensuite instamment "qu'un groupe de travail soit créé pendant la première partie de la session de 1980 pour examiner le point de l'ordre du jour du Comité intitulé 'Interdiction des essais nucléaires'", c'est-à-dire pendant la session de printemps si possible.

Monsieur le Président, le Groupe tient à déclarer qu'il demeure du même avis et qu'il estime qu'un groupe de travail spécial sur l'interdiction des essais

nucléaires devrait être créé sans plus attendre. Nous avons saisi toutes les occasions pour souligner combien il est urgent et important de conclure un traité sur l'interdiction complète des essais. Ce sentiment d'urgence est partagé par la communauté internationale, telle qu'elle est exprimée dans la résolution 34/73 de l'Assemblée générale, selon laquelle les négociations sur un traité d'interdiction complète des essais revêtent la plus haute priorité.

Les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui participent aux entretiens préparatoires relatifs à un traité sur l'interdiction complète des essais ont une responsabilité particulière de mener leurs négociations à bonne fin de façon positive et rapide, conformément à la volonté de l'Assemblée générale. Le Groupe des 21 demande aux trois négociateurs de présenter au Comité un rapport détaillé sur l'état d'avancement de leurs efforts. Toutefois, nous ne pensons pas que les négociations au Comité doivent nécessairement attendre la présentation du rapport sur les entretiens trilatéraux.

Le Groupe prend note de la proposition d'une délégation tendant à ce que le Comité du désarmement commence à travailler sur les aspects institutionnels et administratifs d'un réseau international de surveillance sismologique. Cependant, le Groupe des 21 est d'avis que le mandat fondamental de tous les groupes de travail devrait consister à entreprendre des négociations concrètes en vue de l'application de mesures convenues réclamées dans le Document final. Par conséquent, un groupe de travail spécial sur une interdiction complète des essais devrait concentrer concrètement ses activités sur les aspects vitaux d'une telle interdiction plutôt que sur des points secondaires, qui pourraient être traités de façon appropriée par un comité technique ou par des sous-groupes créés par le groupe de travail.

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais citer un passage de l'avant-propos que le Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, a écrit pour le rapport sur une interdiction complète des essais nucléaires (CD/86) :

"Dans ma première déclaration à la Conférence du Comité du désarmement, en 1972, j'ai exprimé l'opinion que tous les aspects techniques et scientifiques du problème avaient été explorés de manière si complète que, seule, une décision politique était désormais nécessaire pour parvenir à un accord final. Je n'ai pas changé d'avis. Le problème peut et doit être résolu maintenant."

C'est là une opinion qui est confirmée par le rapport lui-même, et nous sommes convaincus, dans ce Groupe des 21, que le Comité a la volonté politique de le résoudre.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Nigéria de la déclaration qu'il vient de faire en son nom, ainsi qu'au nom du Groupe des 21 et suis certain que le Comité en prendra note.

M. TERREFE (Ethiopie) (traduit de l'anglais) : Camarade Président, je voudrais exprimer brièvement les vues de la délégation éthiopienne au sujet du point qui figure à notre ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires. Etant donné que la capacité de fabriquer des armes nucléaires a continué de s'étendre avec la diffusion de la technologie nucléaire, le problème de l'interdiction des essais nucléaires se trouve vraiment au coeur de la question du désarmement.

Dans son rapport relatif à une interdiction complète des essais (CD/86) dont le Comité a été saisi la semaine dernière, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fait l'historique de cette question et révèle, entre autres, que le Traité d'interdiction partielle des essais, qui a exigé quelque cinq ans de négociations, n'a pas ralenti la course aux armements nucléaires entre les principales puissances nucléaires. En fait, comme l'a déjà dit le chef de la délégation mexicaine, M. García Robles, le rythme des essais s'est accéléré. Sur les 1 221 explosions nucléaires signalées comme ayant été effectuées entre 1945 et 1979, 488 l'ont été au cours des 18 ans qui ont précédé la conclusion du Traité et 733 au cours des 16 années qui ont suivi sa signature.

De même, les arsenaux nucléaires stratégiques continuent à croître à tel point que l'on dit que les cinq Etats dotés d'armes nucléaires possèdent maintenant plus de 17 000 ogives nucléaires. En outre, la confrontation croissante entre les principales puissances nucléaires, les situations de plus en plus dangereuses qui apparaissent, particulièrement dans les régions du golfe Persique, de la mer Rouge et de l'océan Indien, l'adoption de plans de déploiement de nouveaux types de missiles nucléaires de moyenne portée en Europe occidentale et le retard à ratifier SALT II sapent la "détente" et accroissent les soupçons mutuels.

Les parties aux négociations trilatérales sur une interdiction complète des essais n'ont pas encore soumis leur rapport au Comité. Etant donné la plus haute priorité attribuée à cette question dans le Document final de la première session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Groupe des 21 a recommandé la création d'un groupe de travail sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la délégation éthiopienne a appuyé cette proposition.

Je voudrais aussi réitérer l'appui de ma délégation à l'initiative prise dans ce sens par les pays socialistes dans le document CD/4, qui continue de représenter une contribution utile pour l'examen de cette question.

(M. Terrefe, Ethiopie)

En février de l'année dernière, la délégation éthiopienne a exprimé le ferme désir de voir le Comité du désarmement examiner les propositions contenues dans le document CD/4, où il est proposé d'entreprendre des consultations et des négociations sur l'arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur élimination complète. Les pays en développement, qui constituent une majorité écrasante de la population du globe, aspirent à la fin de la course aux armements et à l'atténuation de la confrontation entre les puissances nucléaires. Nous trouvons déconcertant de voir s'intensifier la menace d'un recours à la force en tant que moyen de régler des différends internationaux. Ce sont là des raisons suffisantes pour entreprendre immédiatement au Comité du désarmement, sur une base prioritaire, des négociations sérieuses en vue de conclure au plus tôt un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Enfin, je voudrais, avec votre permission, dire quelques mots au sujet des travaux du Comité. La délégation éthiopienne constate avec regret les tendances obstructionnistes qui deviennent trop apparentes dans les travaux du Comité. Il est regrettable que nous ayons permis à des considérations étrangères de détourner nos énergies et de retarder les travaux du Comité, particulièrement en ce qui concerne la participation d'Etats non membres à ces travaux. Sous prétexte d'examiner l'aspect procédural de notre travail, certains membres s'efforcent d'évoquer des problèmes épineux qui sortent du cadre de la compétence du Comité.

Puisque plusieurs délégations ont fait connaître leur position sur la question de la représentation du Kampuchea, je tiens à faire consigner officiellement que le Gouvernement éthiopien reconnaît le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea comme étant le représentant légitime du peuple du Kampuchea.

Pour conclure, Camarade Président, je rends hommage aux efforts constants et inlassables que vous avez déployés pour parvenir à un consensus sur le choix des présidents des quatre groupes de travail spéciaux que nous avons créés et dont l'un a déjà commencé ses travaux.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Mon intervention d'aujourd'hui comprendra deux parties; je parlerai d'abord au nom de ma délégation, puis au nom d'un groupe de pays dont je suis le coordonnateur pendant cette période.

Cela ne surprendra personne si, dès le début de mon intervention, je réaffirme une fois de plus que le Gouvernement néerlandais attache beaucoup d'importance à la conclusion rapide d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

(M. Fein, Pays-Bas)

Si nous continuons de le répéter, comme bien d'autres le font également, ici au Comité et ailleurs, c'est parce que nous estimons qu'une interdiction complète des essais représenterait non seulement un succès majeur dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, mais qu'elle devrait être réalisable à brève échéance. L'importance primordiale d'un traité sur l'interdiction complète des essais pour le ralentissement de la course aux armements, surtout de la course aux armements nucléaires, n'a pas besoin d'être soulignée.

En plusieurs occasions précédentes, nous avons dit ici au Comité, et également à l'Assemblée générale des Nations Unies, que la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais ne devrait pas dépendre de la ratification de SALT II. Le 5 février de cette année, ma délégation a dit ce qui suit :

"Comme nous avons déjà eu d'autres occasions de le signaler ici même, au Comité du désarmement, et devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le fait que SALT II pourrait ne pas être ratifié dans un proche avenir rend d'autant plus nécessaire la conclusion dès que possible d'un accord sur l'interdiction complète des essais."

De son côté, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté de nombreuses résolutions préconisant la conclusion rapide d'un traité sur l'interdiction complète des essais. Outre qu'il ralentirait la course aux armements nucléaires en réduisant la possibilité, pour les Etats dotés d'armes nucléaires, de mettre au point de nouvelles armes de ce genre, un traité approprié d'interdiction complète des essais constituerait aussi, pour les Etats non dotés d'armes nucléaires qui seraient tentés d'en mettre au point, une incitation à s'abstenir de le faire. Cet avantage supplémentaire d'une interdiction complète des essais n'a pas été contesté par les trois puissances nucléaires engagées dans les négociations trilatérales. Ainsi donc, au cas où, par malheur, une interdiction complète des essais ne se concrétisait pas, il serait à craindre que le désarmement ne soit pas seul à en souffrir, mais aussi d'autres mesures de limitation des armements, y compris nos efforts d'empêcher une dissémination accrue des armes nucléaires.

C'est dans ce contexte que le Comité du désarmement doit envisager ses responsabilités et le rôle qu'il peut jouer en tant que forum multilatéral sérieux de négociation. Nous pensons, et je suis sûr que telle est également l'opinion de la plupart des membres du Comité sinon de tous, que celui-ci ne saurait demeurer passif devant un problème aussi important. S'agissant de l'interdiction complète des essais, il nous appartient de mettre au point un rôle approprié pour le Comité du désarmement. A notre avis, les travaux du Groupe spécial d'experts sismologues vont dans la bonne direction et nous devrions examiner la question de savoir si de nouvelles activités

(M. Fein, Pays-Bas)

dans ce sens seraient utiles et souhaitables. La proposition très intéressante et constructive présentée par la délégation australienne et appuyée par le Canada devrait également retenir l'attention; nous estimons également que ces activités pourraient constituer une base de travail solide. Nous avons écouté avec une attention particulière la déclaration fort intéressante que M. Behm, de la délégation australienne, a faite mardi; il faut encourager l'Australie à continuer dans cette voie et ma délégation ne manquera pas d'étudier la question et d'y revenir ultérieurement.

Afin de permettre au Comité du désarmement de s'acquitter du rôle constructif qui lui revient, et également à cause de la deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, il importe essentiellement que les trois parties aux négociations soumettent à brève échéance un rapport substantiel au Comité du désarmement. Ce rapport devrait contenir des informations appropriées, non seulement sur les progrès réalisés, mais aussi sur la nature des problèmes en suspens. Quant aux problèmes de vérification, nous nous rendons compte que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union soviétique auront besoin de quelques arrangements trilatéraux complémentaires à propos de certains aspects de la vérification, mais cela ne devrait pas empêcher le traité sur l'interdiction complète des essais d'être un instrument fondamentalement multilatéral; c'est là une condition essentielle si l'on veut que le traité intéresse suffisamment les autres Etats pour les inciter à y adhérer. S'il n'en était pas ainsi, l'interdiction complète des essais perdrait une partie de son utilité en tant que mesure de limitation des armements. Par conséquent, ce n'est que si l'interdiction complète des essais prend la forme d'un instrument véritablement multilatéral qu'elle aura un impact sur le régime de non-prolifération. Un traité sur l'interdiction complète des essais insuffisamment multilatéral risquerait de ne recueillir que peu d'appui et d'adhésion de la part d'autres Etats, fussent-ils ou non dotés d'armes nucléaires.

Voilà pourquoi les Pays-Bas ont souligné à maintes reprises l'importance de faire en sorte que la vérification intéresse toutes les parties au traité et pas seulement les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui négocient actuellement, bien que nous reconnaissons - comme je l'ai déjà dit - que ces trois Etats pourraient avoir besoin de quelques arrangements trilatéraux complémentaires. Au cas où de tels arrangements de vérification trilatéraux complémentaires seraient conclus, les données techniques obtenues dans leur contexte devraient être communiquées au système de vérification multilatéral, qui serait à la disposition de la communauté internationale de toutes les parties au traité.

(M. Fein, Pays-Bas)

En résumé ce que j'essaie de dire est ceci :

Premièrement, si l'on veut que l'interdiction complète des essais produise tous ses effets bénéfiques, elle ne devrait pas être présentée à la communauté internationale comme quelque chose à prendre ou à laisser, mais d'une façon qui préciserait qu'il s'agit d'une obligation véritablement internationale, engageant non seulement les trois parties initiales aux négociations, mais la communauté internationale tout entière.

Deuxièmement, le lien pratique le plus important au moyen duquel une interdiction complète des essais pourrait engager ainsi la communauté internationale dans sa totalité passerait par la vérification du respect des obligations découlant du traité. Si la vérification devait avoir un caractère principalement trilatéral et échapper par conséquent aux possibilités d'action de la communauté internationale, il semble douteux que ce lien tellement souhaitable puisse voir le jour car de nombreux Etats pourraient ne pas voir de raisons de se joindre au traité.

Troisièmement, l'instrument approprié pour forger ce lien et, par voie de conséquence, conférer à l'interdiction complète des essais le caractère d'un instrument véritablement international engageant la communauté internationale tout entière, est notre organisme multilatéral de négociation, le Comité du désarmement.

Et c'est là notre tâche. Nous espérons que les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui négocient nous permettront de l'accomplir. Nous espérons que les membres du Comité sont désireux de l'accomplir. Notre devoir est d'aider à mettre au point, pour l'interdiction complète des essais, un système de vérification véritablement international. Comment faut-il s'y prendre ? Comme je l'ai déjà indiqué, il nous semble que le réseau sismologique international que le Groupe spécial d'experts sismologues s'emploie actuellement à mettre sur pied offrirait une base solide pour une vérification multilatérale. Afin de ne pas perdre de temps, le Comité du désarmement devrait veiller à ce que ce réseau sismologique international, ainsi que les centres de données nécessaires, soient dans toute la mesure du possible en état de fonctionner au moment du parachèvement d'un traité sur l'interdiction complète des essais. L'utilité d'un tel système serait renforcée par des exercices expérimentaux portant sur le réseau sismologique international ou tels ou tels de ses éléments. Un autre moyen d'affirmer le rôle et les responsabilités du Comité du désarmement consisterait, ainsi que je l'ai déjà mentionné, à agir dans l'esprit des propositions australiennes. La délégation néerlandaise appuie les appels lancés dans ce domaine les 28 février et 6 mars 1980 par le distingué ambassadeur du Japon.

(M. Fein, Pays-Bas)

Quant aux autres aspects d'un traité sur l'interdiction complète des essais, je voudrais formuler les quelques brèves observations ci-après. En ce qui concerne la durée du traité sur l'interdiction complète des essais, l'idéal serait qu'elle fût illimitée. Toutefois, aussi longtemps qu'une participation des autres Etats dotés d'armes nucléaires est incertaine, l'acceptation d'une durée illimitée paraît peu probable. D'autre part, un traité sur l'interdiction complète des essais d'une durée trop courte ne serait pas très attrayant pour les Etats non dotés d'armes nucléaires, étant donné qu'un instrument dont la durée serait limitée à quelques années seulement pourrait ne pas être considéré comme une mesure fort importante du point de vue de la limitation des armements. Il est manifeste que s'il arrivait qu'un traité sur l'interdiction complète des essais de courte durée n'était pas renouvelé et que les Etats dotés d'armes nucléaires reprenaient les essais, il en résulterait une situation fort instable avec une course aux armements nucléaires impliquant peut-être des participants encore plus nombreux qu'auparavant. Pour cette raison, en principe, un traité sur l'interdiction complète des essais de durée illimitée serait certainement préférable; son fonctionnement pourrait faire l'objet d'un examen au bout de, mettons, 5 ans; on pourrait également prévoir une possibilité de retrait dans certains cas déterminés.

Pour terminer, Monsieur le Président, je suis heureux de rendre hommage aux auteurs de l'étude sur l'interdiction complète des essais qui a été récemment publiée et distribuée sous la cote CD/86. A notre avis, ce rapport mérite toute notre reconnaissance. Il est bien conçu et présenté d'une manière équilibrée. Nous pouvons, en principe, en accepter les conclusions. Ce sera une utile source de référence à consulter.

Monsieur le Président, je tiens maintenant à faire une déclaration au nom du Groupe des Etats membres que je représente au cours de cette partie de la session. Ma délégation et un certain nombre d'autres estiment que le Comité devrait examiner en priorité à sa prochaine session, au titre du point de l'ordre du jour concernant les demandes d'association aux travaux du Comité à cette session, les trois requêtes formulées par l'Autriche, le Danemark et l'Espagne.

Au cours des discussions précédentes sur ce point, ces trois requêtes n'ont suscité aucune réaction négative.

(M. Fein, Pays-Bas)

Les pays qui constituent le groupe auquel je participe et au nom desquels je fais cette déclaration, pensent que le Comité devrait rapidement arriver à un consensus positif sur ce point. Nous estimerons qu'il importe d'y parvenir avant la conclusion de la première partie de la session. Nous vous demandons donc d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine séance plénière du Comité pour que ces trois demandes puissent être examinées à titre prioritaire, comme elles le méritent à notre avis.

Telle est la fin de la déclaration que je devais faire au nom du groupe que je représente. Mon voeu personnel, Monsieur le Président, est que cette question soit examinée rapidement de façon constructive, comme il convient à un organisme de négociation qui est censé résoudre des questions sérieuses et des problèmes difficiles dans un esprit de compréhension réciproque.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Les membres du Comité ont écouté la déclaration faite au nom du Groupe des pays occidentaux et j'en ai moi-même pris note.

En consultant la liste des orateurs, je constate que plusieurs délégations doivent encore prendre la parole à la séance d'aujourd'hui. Mais il est 12 h 55 et j'estime que nous n'aurons pas le temps de continuer les interventions. En outre, conformément au programme de travail adopté par le Comité et ses organes subsidiaires à notre 80ème séance plénière, j'avais l'intention de convoquer immédiatement après notre séance d'aujourd'hui une réunion officieuse pour traiter de l'interdiction des essais d'armes nucléaires, réunion qui serait suivie d'un échange d'opinions au sujet de la documentation du Comité et de matières connexes sur la base du document préparé par le secrétariat et distribué officieusement comme suite à l'intervention de l'ambassadeur Jaipal.

Je vous signale aussi que cet après-midi à 15 heures le Groupe de travail des armes radiologiques commencera ses travaux.

Etant donné l'importance des questions et le peu de temps qu'il nous reste pendant cette session de printemps, je propose de reprendre notre séance à 16 heures et de la poursuivre jusqu'à 19 heures.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 13 heures; elle est reprise à 16 h 30.

M. SHITEMI (Kenya) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter, au nom de la délégation kényenne, pour votre accession à la présidence de notre Comité pour le mois d'avril; nous nous louons de la façon dont vous vous êtes acquitté de votre tâche; c'est sous votre présidence que nous avons pu passer rapidement à la nomination des Présidents des quatre groupes de travail spéciaux que nous avons créés. Nous notons avec plaisir et satisfaction que l'un de ces groupes a déjà commencé à travailler; nous profitons de cette occasion pour féliciter les quatre Présidents et les assurer de notre appui.

Depuis maintenant plus de trois décennies, l'attention de la communauté internationale s'est concentrée sur le danger réel posé non seulement par la présence d'armes nucléaires dans certains pays du monde, mais aussi par l'escalade apparente de la course aux armements qui, à son tour, a accru la tension dans le monde. Cette situation a encouragé bien d'autres nations que les cinq Etats nucléaires à chercher à posséder ces armes horribles; c'est là une situation qui ne doit pas échapper à notre contrôle car, même dans son état actuel, le monde est déjà bien près de l'abîme final. Nous vivons dans une ère de péril extrême, les vies humaines sont menacées par la mauvaise gestion des ressources naturelles et la mauvaise utilisation des connaissances dont nous avons hérité de l'humanité; depuis la deuxième guerre mondiale, le monde a été témoin de guerres successives dont les victimes se comptent par millions; pourtant, malgré le danger manifeste devant lequel se trouve l'humanité, nous demeurons sourds aux voix de la raison qui nous demandent instamment de désarmer, faute de quoi nous périrons. Telle est la situation créée par notre aveuglement et notre avidité.

Nous devons prendre pleinement conscience de notre mandat, contenu dans la résolution 33/60, par lequel l'Assemblée générale prie instamment le Comité du désarmement de négocier un traité d'interdiction générale des essais. Ce mandat, auquel l'Assemblée générale attribue la priorité la plus élevée, n'est toujours pas exécuté. Ceci parce que certaines nations croient encore que plus elles dépassent le niveau de surdestruction et améliorent l'efficacité et la précision des systèmes vecteurs des armes nucléaires, plus la dissuasion est grande.

(M. Shitemi, Kenya)

A nos yeux, cela est faux. Comme l'a déclaré le regretté Amiral Mountbatten à Strasbourg le 11 mai 1979, "Les puissances occidentales et l'URSS ont commencé par produire et par stocker des armes nucléaires pour constituer la force de dissuasion d'une guerre générale. L'idée paraissait relativement simple. A cause de l'énormité des destructions qui pourraient être causées par une seule explosion nucléaire, l'idée était que les parties à ce que nous considérons encore comme le conflit entre l'Est et l'Ouest seraient dissuadées d'entreprendre toute mesure agressive qui pourrait mettre en péril les intérêts vitaux de l'autre ... En tant que militaire, je n'entrevois aucune utilité à l'accumulation d'armes nucléaires qui ne manquerait pas d'aboutir à une escalade, avec des conséquences que personne ne peut concevoir - la course aux armements nucléaires n'a aucune justification militaire quelle qu'elle soit. Les guerres ne peuvent être menées au moyen d'armes nucléaires. L'existence de ces dernières ne fait qu'aggraver les risques en raison de l'illusion qu'elles ont créée ..." Pendant que nous siégeons ici aujourd'hui, on fabrique sans relâche des armes de guerre d'une capacité destructrice inimaginable, qui rapportent des profits énormes car "le secteur le plus actif de l'économie mondiale est celui des armements. Les ventes de matériel militaire, tant pour la guerre nucléaire que classique, se montent actuellement à 120 milliards de dollars par an. La technologie de destruction à l'échelle mondiale reçoit plus d'attention politique et plus de fonds publics que la plupart des avantages sociaux. En livres par habitant, le monde dispose de plus de puissance explosive que d'aliments" (tiré de World Military & Social Expenditures 1979).

Si nous pouvons dépenser pour la fabrication d'engins explosifs plus que pour la nourriture, pendant que près de 650 millions d'être humains ont faim, il y a quelque chose d'insensé dans nos priorités, et nous devons non seulement les réexaminer sous l'angle de la sécurité mondiale mais réexaminer aussi notre attitude morale elle-même.

On lit au paragraphe 50 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement que "la réalisation du désarmement nucléaire nécessitera la négociation urgente d'accords, à des stades appropriés et avec des mesures de vérification adéquates jugées satisfaisantes par les Etats concernés". L'an dernier, le Comité a reçu deux propositions de désarmement nucléaire : CD/4 des Etats socialistes et CD/36 Rev.1 du Groupe des 21.

(M. Shitemi, Kenya)

A notre avis, ces deux documents préparaient la voie pour de nouvelles négociations sur le désarmement nucléaire; pourtant, malgré ces efforts et les demandes de l'Assemblée générale, c'est là un thème qui, semble-t-il, demeure dans les nuages; c'est le seul auquel nous n'ayons pas consacré un groupe de travail spécial, et pourtant tout le reste en dépend.

Certaines délégations ont suggéré des mesures pour arrêter la poursuite de la production de matières fissiles aux fins d'armement et reconvertir les stocks de ces matières à des fins utiles. Considérant qu'une telle mesure d'arrêt contribuerait au succès des efforts visant à promouvoir la non-prolifération, à limiter la fabrication des armes nucléaires et à faciliter le désarmement nucléaire, l'Assemblée générale, à sa trente-quatrième session, a renvoyé cette proposition au Comité pour négociations. Bien que les perspectives d'un accord rapide pour arrêter la fabrication de matières fissiles convenant à la fabrication d'armes ne paraissent pas très prometteuses, tous les efforts doivent être orientés vers la recherche d'une solution durable à ce problème.

Nous demandons instamment que les négociations tripartites soient accélérées et que soit constitué un groupe de travail spécial sur l'interdiction complète des essais, chargé d'entreprendre des négociations pour l'élaboration d'un traité qui rendrait illégale et dépassée toute poursuite des essais d'armes nucléaires. Faute d'une telle mesure, nous croyons qu'il sera de plus en plus difficile d'arrêter la prolifération nucléaire. Plusieurs Etats ayant la capacité de se doter d'armes nucléaires demeurent non signataires du Traité sur la non-prolifération et n'y adhéreront sans doute pas en raison de la nature discriminatoire et inégale qu'ils attribuent au Traité et de la lenteur de la mise en application des articles IV et VI.

Il subsiste parmi nous des nations qui appliquent le vieil adage romain "Si tu veux la paix, prépare la guerre". Pour citer encore une fois le Comte Mountbatten : "C'est, du point de vue nucléaire, une totale absurdité et, je le répète, une erreur désastreuse que de penser qu'en accroissant l'incertitude totale on augmente sa propre certitude."

Le traité d'interdiction complète des essais contribuera largement à démontrer le désir et l'engagement des Etats dotés d'armes nucléaires de parvenir à l'objectif du désarmement général et complet.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Kenya de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a bien voulu m'adresser.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, puisque je n'ai pas eu l'occasion de prendre la parole depuis que vous exercez la présidence je voudrais, au début de mon intervention, vous dire combien nous avons été heureux de vous voir présider nos débats, et vous souhaiter tout le succès possible dans l'accomplissement des travaux du Comité sous votre direction digne et éclairée. Ceci d'autant plus que, sous votre présidence, le Comité a pu désigner les présidents des quatre Groupes de travail, et mettre ces groupes en action.

La position du Venezuela au sujet de certaines des questions fondamentales que pose l'interdiction complète des essais nucléaires a été exposée dans la déclaration que j'ai faite le 6 mars à la 66ème séance plénière du Comité.

Notre position est en outre indiquée dans le document CD/72, où figure la déclaration du Groupe des 21 sur la question.

Le Coordonnateur du Groupe des 21, le distingué représentant du Nigéria, a rappelé la teneur de cette déclaration devant ce Comité ce matin même.

Je voudrais aujourd'hui formuler quelques considérations portant sur l'orientation que les travaux du Comité, à notre avis, devraient prendre dans l'avenir.

Nous avons reçu, et lu avec beaucoup d'attention, le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur l'interdiction complète des essais nucléaires, qui se trouve reproduit dans le document CD/86. Nous considérons que ce document représente une contribution très importante à l'étude de cette question et nous tenons à exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général pour l'aide qu'il nous a ainsi apportée.

Dans la déclaration du Groupe des 21 figurant dans le document CD/72 se trouvent formulées deux affirmations qui, selon nous, ont été corroborées et pleinement appuyées dans le rapport du Secrétaire général.

Dans sa déclaration, le Groupe des 21 exprime l'avis qu'il existe une documentation suffisante pour que le Comité puisse entreprendre immédiatement des négociations sur la question. La même affirmation, qui apparaît tout au long du rapport du Secrétaire général, est en outre nettement exprimée dans le dernier paragraphe de l'avant-propos, cité plusieurs fois aujourd'hui, où le Secrétaire général rappelle qu'il avait déjà émis l'avis, en 1972, que tous les aspects techniques et scientifiques du problème avaient été explorés de manière si complète que, seule, une décision politique était désormais nécessaire pour parvenir à un accord final. Ce problème, ajoute-t-il, "peut et doit être résolu maintenant".

(M. Taylhardat, Venezuela)

Le Groupe des 21 a demandé dans sa déclaration que, pendant la première partie de la session de 1980, soit créé un groupe de travail chargé d'étudier ce problème en vue de l'ouverture de négociations multilatérales sur la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Selon nous, le rapport du Secrétaire général montre suffisamment que ce problème peut parfaitement faire l'objet de négociations multilatérales au Comité du désarmement et que l'examen des questions pendantes au sein de cet organe, loin d'empêcher la réalisation d'accords, faciliterait considérablement l'élimination des obstacles auxquels se sont heurtées les négociations trilatérales.

A propos de ces négociations, ma délégation regrette que les puissances qui y sont parties n'aient pas fourni au Comité les renseignements qui leur ont été tant de fois demandés sur l'état de ces négociations. Ma délégation a accueilli avec plaisir - de même, je crois, que beaucoup d'autres délégations ici présentes - la déclaration faite par le représentant du Royaume-Uni le 4 mars, à la 65ème séance du Comité, selon laquelle sa délégation se concertait avec celles des Etats-Unis et de l'Union soviétique en vue de faire au Comité un exposé aussi complet que possible sur l'état des négociations trilatérales. Malheureusement, cette promesse n'a pas été tenue. Ces renseignements auraient été extrêmement utiles pour tous les pays qui, comme le mien, attendent avec une certaine impatience la présentation de l'initiative commune tant de fois annoncée et que l'Assemblée générale a sollicitée à maintes reprises.

L'absence d'informations rend plus urgente encore l'ouverture des négociations multilatérales. Nous considérons que le Comité du désarmement a le devoir de s'occuper à nouveau de cette question en tant que premier point de son programme de travail pour la deuxième partie de la session, et qu'il doit créer un groupe de travail à ce sujet sans attendre les informations que pourraient fournir les puissances parties aux négociations.

Nous avons pris acte de la déclaration faite ce matin par le représentant de l'Union soviétique selon laquelle sa délégation ne s'oppose pas à la création de ce groupe de travail.

Pendant cette première partie de la session, le Comité a reçu quelques propositions émanant d'Etats Membres.

La première est celle qu'a présentée la délégation australienne. Je tiens tout d'abord à remercier cette délégation de son initiative intéressante et constructive.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Quant à la proposition elle-même, malgré tout le respect et l'amitié que je porte à la délégation australienne, force m'est de dire que, de l'avis de ma délégation, le Comité ne devrait pas s'engager pour le moment dans l'étude de questions plutôt secondaires. Nous ne méconnaissons pas l'importance que revêtent la question des arrangements institutionnels et la définition des aspects administratifs et financiers, techniques et opérationnels d'un réseau international de détection sismique. Mais nous pensons que ces aspects importants que la délégation australienne a mis en lumière à deux reprises en séance plénière pourraient être examinés et étudiés par un sous-groupe du Groupe de travail spécial que nous espérons voir bientôt créé pour cette question.

En ce qui concerne la proposition présentée par la délégation belge tendant à la convocation pendant la deuxième partie de la session d'une réunion officieuse du Comité à laquelle participeraient des experts venant du Groupe des experts sismologues, nous considérons cette idée comme très heureuse et nous l'appuyons avec plaisir. La réunion qu'envisage la Belgique, pour autant qu'elle ne préjuge ou ne compromette ni les travaux du Groupe ni ceux du Comité, serait incontestablement utile et profitable, en particulier pour les pays, comme le mien, qui ne disposent pas d'experts pouvant participer directement et en permanence aux travaux du Comité.

Nous estimons aussi très intéressante l'intention du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne d'organiser un séminaire pour la démonstration des procédés permettant d'obtenir des données sismiques. Nous avons attiré l'attention de notre gouvernement sur cette initiative et nous espérons être en mesure d'annoncer en temps opportun à la délégation de la République fédérale d'Allemagne le concours possible d'un participant vénézuélien.

Pour terminer, je voudrais citer la dernière des conclusions formulées par les auteurs de l'étude présentée par le Secrétaire général, au paragraphe 161 de leur document : "Voici déjà bien longtemps que la communauté mondiale réclame la cessation définitive de tous les essais d'armes nucléaires; cette cessation constituerait un événement d'une très grande importance sur le plan international".

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Venezuela de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a bien voulu m'adresser.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Je voudrais pour commencer exprimer la satisfaction de la délégation suédoise de ce que nous ayons enfin élu les présidents des quatre groupes de travail que nous avons, jusqu'ici, décidé de créer. Nous constatons avec plaisir que deux de ces groupes ont déjà

(H. Lidgard, Suède)

commencé à travailler d'une manière très sérieuse et très constructive. Nous aimerions vous dire, à vous personnellement, H. le Président que nous avons été très sensibles aux efforts que vous avez déployés pour parvenir à ces décisions difficiles.

C'est à juste titre que nous accordons depuis bien des années la plus haute priorité à la question de l'ordre du jour du Comité du désarmement dont nous nous occupons cette semaine, à savoir l'interdiction complète des essais nucléaires. La Suède attache la plus grande importance à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais et nous avons clairement exposé maintes fois notre position sur cette question. C'est ce qu'ont fait récemment ici au Comité M. Ullsten, le Ministre des affaires étrangères de Suède, le 5 février, puis Mme Thorsson, Sous-Secrétaire d'Etat, le 12 février. Je n'ai donc pas besoin de réexposer notre position. Je voudrais toutefois profiter de cette occasion pour rappeler certains facteurs qui confèrent actuellement une urgence particulière à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais.

Il y a quelques mois, on pensait que la ratification de SALT II était imminente. Maintenant que le processus SALT s'est immobilisé, nous recherchons avec anxiété des mesures réalisables liées au désarmement nucléaire.

De l'avis de la délégation suédoise, la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais est un objectif qui peut être atteint dans un temps raisonnablement court. Nous sommes heureux de constater que l'on a maintenant clairement affirmé que le traité d'interdiction complète des essais ne dépendait pas de la ratification de SALT II. Notre position, telle qu'elle a été exprimée par notre Ministre des affaires étrangères, est que le traité d'interdiction complète des essais devrait être conclu sans attendre la ratification de SALT II. Nous ne considérons pas l'interdiction complète des essais comme une mesure de désarmement à proprement parler, mais il serait très efficace dans les efforts visant à prévenir de nouvelles améliorations qualitatives des armes nucléaires. La conclusion rapide d'un traité d'interdiction complète des essais, ou tout au moins une percée décisive dans les négociations trilatérales sur cette question, présente actuellement un caractère impératif.

Des progrès concrets sur la question de l'interdiction complète des essais ont une importance vitale pour les efforts visant à maintenir les mesures existantes de non-prolifération et à les développer plus avant. La deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération approche rapidement. Une absence totale de résultats concrets dans le domaine du désarmement nucléaire ou même de progrès

tangibles dans les négociations sur cette question aurait des effets fort défavorables aussi bien pour le régime de la non-prolifération en tant que tel que pour les efforts de faire en sorte que la prochaine Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération soit couronnée de succès.

La délégation suédoise partage l'opinion exprimée par bien d'autres - y compris le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies - selon laquelle la base scientifique et technique existe et qu'un traité d'interdiction complète des essais pourra être réalisé une fois que les décisions politiques nécessaires auront été prises. Les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui participent aux entretiens trilatéraux sur l'interdiction complète des essais ont une responsabilité particulière de démontrer leur volonté politique à cet égard et nous leur demandons instamment de mener au plus tôt leurs négociations à bonne fin.

Le Président provisoire du Groupe des 21 a appelé notre attention aujourd'hui sur les propositions faites par ledit Groupe (CD/64 et CD/72) pour qu'un groupe de travail spécial soit créé au titre du point de notre ordre du jour intitulé "Interdiction des essais nucléaires". Il existe des données suffisantes pour entamer des négociations sur ce point et, compte tenu du besoin urgent d'accomplir des progrès concrets, il n'est plus possible de différer encore la création du groupe de travail proposé. Un compte rendu complet et détaillé sur l'état des entretiens tripartites apporterait incontestablement une contribution importante aux efforts multilatéraux en la matière et nous demandons instamment aux trois négociateurs de soumettre un tel rapport sans retard. Nous regrettons de n'avoir reçu aucun rapport sur les négociations, qui se poursuivent depuis le mois de juillet de l'année dernière.

Le processus de vérification est un élément important d'un traité d'interdiction complète des essais et cet aspect de la question va acquérir une signification particulière dans les prochaines négociations multilatérales sur une interdiction complète des essais. Par son travail, le Groupe d'experts sismologues a démontré qu'un système mondial de surveillance d'un traité d'interdiction complète des essais est réalisable. Il ne devrait y avoir aucun retard entre l'entrée en vigueur d'un traité multilatéral et la création d'une structure internationale pour la surveillance du traité. Toutefois, les résultats des efforts déployés par le Groupe d'experts sismologues sont d'une nature hautement technique et, dans le processus des négociations multilatérales, il faudra les intégrer dans la structure du traité.

(M. Lidgard, Suède)

Dans ce contexte j'aimerais me référer à la suggestion formulée par la délégation australienne et appuyée par le Canada selon laquelle le Comité devrait commencer à élaborer le cadre institutionnel d'un système international de détection sismologique. A notre séance plénière de mardi dernier, le représentant de l'Australie a répété et amplifié cette suggestion. Nous nous félicitons de cette initiative que nous étudierons avec beaucoup d'attention, particulièrement en ce qui concerne l'époque et le forum appropriés pour examiner cette question. Ma délégation partage l'opinion selon laquelle le Comité devrait faire en sorte que le système de surveillance devienne opérationnel, et cela pas plus tard que l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais. Il est toutefois évident qu'un groupe de travail tel que nous l'envisageons devrait être chargé de la tâche plus large de négocier un traité d'interdiction complète des essais sous tous ses aspects et ce, en principe, sur la base des résultats des entretiens préparatoires trilatéraux. Les aspects juridiques et administratifs d'un système international de surveillance sismologique représenteront certainement un élément important dans ce contexte et les discussions proposées par la délégation australienne pourraient permettre d'accélérer les négociations sur cette question particulière.

J'aimerais aussi déclarer que la délégation suédoise appuie la proposition belge de convoquer une réunion avec la participation d'experts sismologues afin de donner l'occasion aux délégations d'obtenir des renseignements détaillés sur les travaux de ce Groupe. Enfin, nous estimons que l'étude menée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avec l'aide de quatre éminents spécialistes, sur la question d'une interdiction complète des essais nucléaires, est concise, précise et bien équilibrée. Nous sommes convaincus qu'elle sera un instrument utile pour nos délibérations et nos négociations futures.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie l'Ambassadeur de Suède, M. Lidgard, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il a bien voulu m'adresser.

M. OKAWA (Japon) (traduit de l'anglais) : Lorsque j'ai parlé devant le Comité le 20 mars, j'ai accueilli favorablement la proposition australienne de tenir une réunion officielle avec la participation de spécialistes des armes chimiques pour examiner diverses questions techniques que soulève une convention sur ces armes. Cette proposition figure dans le document CD/59, du 12 février 1980. Je me demande s'il ne serait pas utile que le Comité examine la proposition australienne et, si cela vous paraît acceptable, qu'il fixe, le plus tôt possible, les dates approximatives de ladite réunion.

(M. Okawa, Japon)

Il serait certainement utile à mon Gouvernement d'avoir une indication sur ces dates avant la fin de la première partie de notre session de 1980, mardi prochain. En outre, pour ce qui est du Groupe de travail des armes chimiques, que j'ai l'honneur de présider, il serait utile de savoir si et quand il se réunira, le Groupe ayant examiné hier les dates entre lesquelles les spécialistes des armes chimiques de nos Gouvernements pourraient être présents à Genève.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Une fois que tous les orateurs inscrits sur ma liste auront pris la parole, je ferai une proposition au sujet de la date d'une réunion du Président, des Présidents des groupes de travail et les futurs présidents du Comité pour l'année 1980; nous pourrions voir ainsi s'il est possible que, pour le début de la session d'été, l'ensemble du programme des réunions et des calendriers des divers groupes de travail soit déjà adopté.

Si j'interviens ainsi en pleine séance, c'est parce que, bien que ma première idée eût été de nous réunir demain, le Président d'un des groupes de travail ne se trouvera pas libre. Je me demande donc si les autres Présidents des groupes de travail et les futurs présidents du Comité pendant l'année 1980, c'est-à-dire les représentants de la Tchécoslovaquie, de l'Egypte et de l'Ethiopie, ne verraient pas d'objection à ce que nous nous réunissions lundi à 14 h 30 ou 15 heures. Tout dépend de cette situation, et j'espère que vous comprendrez la demande qui m'a été formulée par la délégation du Nigéria. J'avais l'intention d'organiser cette réunion pour demain, mais si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous pouvons la reporter à lundi à 14 h 30.

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation tient à vous féliciter du rôle que vous avez joué dans la réalisation d'un accord sur la présidence des quatre groupes de travail que nous avons créés. Elle constate avec satisfaction que deux de ces groupes ont déjà commencé leurs travaux sur le fond et que les deux autres vont faire de même très prochainement.

La délégation pakistanaise n'avait pas l'intention d'aborder aujourd'hui des questions de fond, puisque nous le ferons à notre prochaine séance. Toutefois, je voudrais dire quelques mots sur un problème qui a été soulevé ce matin par certaines délégations, celui de la participation d'Etats non membres aux travaux du Comité. Certains, se plaçant sous un éclairage quelque peu faussé, ont voulu exposer l'incapacité du Comité du désarmement de répondre aux demandes de cinq des six Etats non membres. Ma délégation a été particulièrement émue

(M. Akram, Pakistan)

par le fait que certains membres ont jugé approprié de mettre en doute la bonne foi du Président du Comité pour le mois dernier. Ma délégation et moi-même notons que la majorité des délégations au Comité ont exprimé leur vive satisfaction pour la manière dont le Président du Comité pour le mois de mars, M. l'Ambassadeur Yu Pei-Wen, de Chine, a assumé ses responsabilités. Il a cherché avec assiduité à résoudre les problèmes de procédure auxquels le Comité a dû faire face le mois dernier et, s'il n'a pu obtenir que le Comité règle tous ces problèmes, dont l'un attend encore une solution, les causes de cette situation doivent être recherchées ailleurs. Vers la fin du mois dernier, le Président du Comité a fait une déclaration sur la question de la participation d'Etats non membres dans laquelle il indiquait clairement à quoi il fallait imputer l'incapacité du Comité de prendre une décision à ce sujet. Ma délégation ne voit guère comment on pourrait s'opposer valablement à la diffusion d'un document émanant d'un gouvernement qui représente son pays à l'Organisation des Nations Unies. Il est possible qu'un ou plusieurs membres n'aient pas tel ou tel gouvernement, mais adopter une attitude discriminatoire à l'égard de Membres de l'Organisation des Nations Unies parce que certains d'entre nous ne reconnaissent pas tel ou tel gouvernement ou n'ont pas de sympathie pour lui, c'est ouvrir une boîte de Pandore qu'il serait difficile de refermer. Pour le bon déroulement de nos travaux futurs, nous aurions tout intérêt à nous abstenir d'accuser de partialité un président du Comité, car la critique risquerait d'être retournée contre plusieurs d'entre nous.

Je tiens à préciser la position de la délégation pakistanaise sur la question de la participation d'Etats non membres aux travaux du Comité du désarmement. La position initiale de ma délégation, déjà exposée ici l'année dernière, au cours de l'établissement de notre règlement intérieur, était la suivante : les dispositions du paragraphe 128 du Document final impliquent que tout Etat non membre doit être invité à participer aux travaux de notre Comité s'il en fait la demande. Bien entendu, la légitimité de l'Etat en question doit être reconnue par la communauté internationale, et nous n'avons pas d'autres critères pour juger de la légitimité d'un gouvernement ou d'un Etat que la reconnaissance de celui-ci par l'Organisation des Nations Unies ou son appartenance à cette organisation. Ma délégation a donc proposé que les six demandes présentées à notre Comité soient toutes acceptées sans autre débat. Pourtant, d'autres membres du Comité ont insisté pour que ces demandes soient traitées chacune séparément. La position de ces membres est exposée dans un document qu'ils ont fait distribuer. Il est apparu clairement, du moins à ma délégation,

(M. Akram, Pakistan)

que leur insistance était liée à certaines réserves ou objections concernant l'une des six demandes. Néanmoins, devant l'insistance de ces Etats, ma délégation a accepté votre proposition d'examiner les demandes d'Etats non membres l'une après l'autre, dans l'ordre où elles sont présentées. C'est ainsi qu'après avoir décidé d'approuver la proposition du Président, le Comité a examiné la première demande, c'est-à-dire celle de la Finlande, qui a été acceptée par consensus. Le Comité est passé ensuite à la deuxième demande, celle du Viet Nam. Ma délégation, bien que ne s'opposant pas en principe à la demande du Viet Nam, a proposé qu'une décision ne soit prise que lorsque la demande du Kampuchea démocratique aurait été examinée, et l'on nous a assuré que cette demande d'un Etat de la même région serait traitée d'une manière analogue et non discriminatoire. En réponse à une question du Président, ma délégation a très clairement indiqué que, jusque là, aucun consensus ne s'était dégagé au sujet de la demande de participation du Viet Nam. Le Comité aurait dû ensuite passer à l'examen des troisième, quatrième, cinquième et sixième demandes de participation d'Etats non membres. Vous-même, M. le Président, avez proposé que le Comité consacre un certain temps à l'examen de la troisième demande, celle du Danemark. Toutefois, une ou deux délégations ont fait savoir qu'à moins que la demande de participation du Viet Nam ne soit approuvée par le Comité, elles n'accepteraient pas d'examiner ou d'accepter les autres demandes de participation encore pendantes. Le débat a alors été ajourné. Ma délégation estime que ce report de l'examen des autres demandes d'Etats non membres et le fait que rien n'ait été fait pendant tout ce temps à propos de cette question sont en contradiction avec la décision prise par le Comité d'examiner ces demandes l'une après l'autre, dans l'ordre où elles ont été présentées. La décision en question était d'examiner ces demandes l'une après l'autre et non pas d'en accepter une avant de passer à la suivante. Nous comprenons votre désir de favoriser l'harmonie et la bonne volonté au sein de notre Comité, et c'est parce que nous avons le souci de collaborer avec vous que nous n'avons pas parlé de cette question et ne l'avons pas soulevée au Comité avant d'y être contraints par certaines déclarations faites au cours de séances récentes. Les affirmations non fondées formulées au cours de certaines interventions devant le Comité obligent ma délégation à rappeler ces faits, qui indiquent clairement pourquoi le Comité du désarmement n'a pas été en mesure de répondre favorablement aux demandes des Etats non membres. Etant donné la situation actuelle, ma délégation voudrait vous prier instamment, Monsieur le Président, de faire appliquer sans retard la décision du Comité d'examiner les demandes restantes

(M. Akram, Pakistan)

de participation d'Etats non membres l'une après l'autre, c'est-à-dire de passer à l'examen de la demande du Danemark, puis de celles de l'Espagne, de l'Autriche et du Kampuchea démocratique. Selon notre règlement intérieur, il faudrait, pour pouvoir procéder de manière différente, que le Comité décide, par consensus, de modifier sa décision précédente. Nous gardons l'espoir que le Comité du désarmement jugera possible de faire droit aux cinq autres demandes de participation d'Etats non membres, c'est-à-dire celles du Danemark, de l'Espagne, de l'Autriche, du Vietnam et du Kampuchea démocratique.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je prends note de la déclaration du représentant du Pakistan, et je puis l'assurer que je soumettrai immédiatement la question au Comité dès que tous les orateurs inscrits sur ma liste se seront exprimés. Comme il l'a lui-même signalé, toutes les décisions du Comité sont prises par consensus et non pas par le Président. Sinon, j'aurais sans doute pris d'autres décisions, plus fondamentales à mon avis que celles-là, afin de faire progresser les travaux du Comité.

M. BEHM (Australie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais associer la délégation australienne à celles qui vous ont félicité en votre qualité de Président durant une période au cours de laquelle notre Comité est parvenu, non sans peine, à ce que je tiens pour un accord très important sur la question des présidences des quatre groupes de travail. Je voudrais aussi associer ma délégation aux félicitations qui ont été adressées à chacun des présidents des quatre groupes de travail spéciaux. Cet après-midi, l'un de ces groupes de travail, le Groupe de travail spécial sur les armes radiologiques, s'est réuni sous la présidence de M. l'Ambassadeur Kōmives et a commencé ses travaux dans une très bonne ambiance et un esprit constructif. Je pense que ce groupe de travail a pris un bon départ, comme l'a fait je pense le groupe de travail sur les armes chimiques, qui s'est réuni hier. J'ai demandé la parole pour appuyer les recommandations formulées par le Président du Groupe de travail spécial sur les armes chimiques, M. l'Ambassadeur Okawa, lorsqu'il a suggéré que nous fixions dès que possible les dates auxquelles nous pourrions examiner la proposition faite par la délégation australienne pendant la présente partie de la session de 1980. Je tiens à apporter tout notre appui à votre proposition tendant à organiser lundi prochain une réunion entre vous-même, vos successeurs à la présidence du Comité pour le reste de la session de 1980 et les présidents des quatre groupes de travail spéciaux.

(M. Behm, Australie)

J'espère qu'à la présente séance vous vous efforcerez d'arriver à une conclusion, du moins sur le calendrier indicatif des travaux du groupe des armes chimiques pendant la partie estivale de la session de 1980. En effet, il importe beaucoup à notre avis que nous disposions d'autant de temps que possible pour organiser la participation d'experts aux travaux du Groupe de travail spécial sur les armes chimiques, afin de coordonner la mise en oeuvre de notre proposition concernant le séminaire ou les réunions officieuses d'experts et le travail du Groupe de travail spécial. Nous serions très reconnaissants, si nous pouvions avoir, à la fin de la partie printanière de la session, certaines dates entre lesquelles nous pourrions envisager la mise en oeuvre de notre proposition.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration et puis l'assurer que je ferai tout mon possible à la séance de lundi pour que soit fixé un calendrier pour les groupes spéciaux.

M. OKAWA (Japon) (traduit de l'anglais) : En ma qualité de Président de l'un des groupes de travail spéciaux, je vous suis très reconnaissant de prendre des dispositions pour nous convoquer à une réunion le lundi après-midi à 14 h 30. Comme nous avons décidé hier que le Groupe de travail sur les armes chimiques se réunira le lundi 28 à 15 h 30, je me demande si nous ne devrions pas, en raison de la convocation de la réunion à 14 h 30, reporter à 16 heures la réunion du Groupe de travail sur les armes chimiques. Personnellement, je ne pense pas que la réunion des Présidents prenne beaucoup de temps; si vous le considérez nécessaire, je serai entièrement prêt à maintenir l'heure de 15 h 30 comme convenu hier au Groupe de travail; mais, si vous jugez qu'il serait préférable de la reporter pour 16 heures, je le ferai volontiers; par votre intermédiaire, je voudrais donc annoncer ce changement d'heure aux membres du Groupe de travail.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Nous avons fixé pour lundi à 15 heures la réunion du Président du Comité, des présidents des groupes de travail et des futurs présidents du Comité, compte tenu de divers engagements du Président du Comité. Le Groupe de travail des armes chimiques, comme vous l'avez vous-même proposé, se réunira donc à 16 heures.

La réunion des Présidents aura donc lieu à 15 heures. Pour peu que nous fassions preuve de compréhension, compte tenu du désir du Comité de faire avancer les travaux, nous pouvons la terminer en moins d'une heure.

Je n'ai plus d'autres orateurs inscrits sur ma liste..

(Le Président)

Je voudrais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la République de Cuba au Comité du désarmement

M. SCIA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : La sixième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du mouvement des pays non alignés a déclaré ce qui suit :

"La Conférence a réaffirmé l'attachement des pays non alignés à l'objectif du désarmement général et complet, notamment nucléaire, sous un contrôle international effectif, ainsi que leur ferme volonté d'oeuvrer à cette fin dans le cadre des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Elle a attiré l'attention, une fois de plus, sur le document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui s'est tenue à l'initiative des pays non alignés, document qui constitue une base solide pour mettre en route un processus de désarmement réel, évitant à l'humanité les horreurs de la guerre et éliminant les menaces sans cesse croissantes qui pèsent sur la survie de l'homme. Dans ce contexte, la Conférence a lancé un appel pour la mise en oeuvre urgente, conforme à un calendrier spécifique, du Programme d'action, et notamment de ses mesures relatives au désarmement nucléaire, figurant dans le document final de la session extraordinaire.

La Conférence a demandé la cessation immédiate de l'amélioration qualitative des armes nucléaires et de leurs vecteurs, l'arrêt de la production des matières fissiles destinées aux armements ainsi que de toutes les armes nucléaires, et la réduction des arsenaux nucléaires en tant que premier pas dans la voie de leur suppression totale.

En attendant cette suppression, les Etats dotés d'armes nucléaires sont instamment priés de renoncer à la menace ou à l'emploi de ces armes et de mettre fin à leurs essais d'armes nucléaires."

Cuba affirme la nécessité de mettre fin aux essais d'armes nucléaires pour empêcher le perfectionnement de ces types d'armes et parvenir à un accord de désarmement nucléaire général et complet assorti de garanties internationales.

La situation internationale est aujourd'hui tendue. En ce qui concerne Cuba, les milieux militaires nord-américains poursuivent sans relâche leur campagne d'armement, de guerre froide et de provocation.

Ces jours prochains, les Antilles seront le théâtre de manoeuvres militaires dirigées directement contre Cuba.

(M. Sola Vila, Cuba)

Nous dénonçons ces manoeuvres, que nous jugeons dangereuses pour la paix, le désarmement et la détente internationales.

Depuis la fin de l'année passée, en créant les forces spéciales d'intervention d'urgence basées à Cayo Hueso, le Gouvernement nord-américain a repris son escalade de provocation et de menaces contre mon pays.

Les manoeuvres annoncées, auxquelles participeront plus de 20 000 hommes, 42 bateaux et plus de 350 avions, auront lieu sur le territoire cubain de Guantánamo, indûment occupé par le Gouvernement nord-américain contre la volonté du peuple et du Gouvernement cubains.

Selon les agences télégraphiques occidentales, elles ont pour but de démontrer la puissance de Washington dans la région troublée des Antilles. La lutte de libération nationale des peuples d'Amérique latine ne pourra être freinée, car, heureusement, le cours de l'histoire est irréversible.

Il est significatif que, pour ces manoeuvres, on annonce l'évacuation du personnel civil de la base navale entretenue illégalement par les Etats-Unis à Guantánamo. Nous espérons que la folie ne triomphera pas et que le bon sens l'emportera.

Si nous dénonçons ces provocations, c'est pour attirer l'attention de l'opinion publique mondiale et des gouvernements, et en particulier celle du Comité du désarmement, sur les responsabilités qui incombent à cet organe face au danger que tout cela représente pour la paix mondiale.

Le peuple cubain ne craint ni les manoeuvres ni les agressions. La puissance de l'administration Carter ne lui ôte pas le sommeil et ne lui fait pas perdre ni sa sérénité ni sa joie de vivre.

Nous poursuivrons notre marche sur la voie du socialisme et du non-alignement, oeuvrant et luttant avec enthousiasme pour assurer la victoire finale.

En attirant l'attention des pays membres du Comité du désarmement sur la dangereuse situation ~~crée~~ par l'impérialisme nord-américain dans les Antilles, nous leur rappelons la ferme détermination de notre peuple de repousser toute invasion ou agression. Selon les paroles du général Antonio Mace, auxquelles souscrit aujourd'hui le peuple cubain, "celui qui tente de s'emparer de Cuba trouvera sa terre noyée de sang, pour autant qu'il ne périsse pas dans la lutte".

Je termine ici la déclaration que j'avais à vous faire en tant que représentant de Cuba au Comité du désarmement.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Vous vous souviendrez qu'à notre séance plénière d'hier, le représentant des Pays-Bas, M. l'Ambassadeur Fein, m'avait demandé d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance plénière du Comité un point relatif aux demandes de participation aux travaux du Comité formulées par l'Autriche, le Danemark et l'Espagne afin que ces trois demandes bénéficient, selon le vœu d'un groupe de membres du Comité, du traitement réservé à une question urgente.

Vous vous souviendrez également qu'à notre 79ème séance plénière, j'avais informé le Comité des consultations que j'avais eues à propos des demandes de participation d'Etats non membres. J'avais alors informé le Comité de l'absence de consensus quant aux demandes restantes d'Etats non membres du Comité et exprimé l'opinion qu'il ne serait pas souhaitable que le Comité reprenne le débat sur la question tant que les conditions ne permettraient pas d'aboutir à un consensus.

Je suis toujours prêt à soumettre de nouveau cette question au Comité si vous pensez que cela est nécessaire. L'Ambassadeur des Pays-Bas a proposé au nom d'un groupe d'Etats occidentaux que les demandes de l'Autriche, du Danemark et de l'Espagne soient examinées à la séance plénière de mardi prochain. Je me ferai un plaisir de répondre favorablement à cette proposition, pour autant que le Comité soit d'accord. Comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises au cours de nos débats sur la question, je m'en remets à la décision du Comité et procéderai conformément à ses désirs. Je voudrais donc connaître les opinions des membres du Comité à ce sujet. Personnellement, j'estime que la demande formulée hier matin par le représentant des Pays-Bas, M. l'Ambassadeur Fein, au nom d'un groupe d'Etats membres du Comité, pourrait relever du paragraphe 31 de notre règlement, qui dispose que lors des travaux du Comité, les Etats membres peuvent demander l'inscription d'une question urgente à l'ordre du jour et que le Comité décide du point de savoir si et quand cette question doit être examinée.

Je répète que je m'en remets au Comité et que j'ai déjà fait de très nombreuses démarches, soit auprès de délégations individuelles, soit auprès de groupes, afin de résoudre ce problème.

Les membres du Comité ont maintenant la parole; toutefois, celle-ci m'a été demandée précédemment par le distingué représentant des Etats-Unis.

M. FLOWERRIE (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, je dois dire que c'est aujourd'hui pour moi un jour faste, abstraction faite des observations que vous venez de formuler en votre capacité de représentant de Cuba. Nous avons eu ce matin quelques discussions à propos desquelles je me sens obligé de faire une ou deux observations. Ceux qui ont suivi avec attention les débats dans notre Comité ont pu observer une légère divergence de vues entre la délégation des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique au sujet de l'utilisation des armes chimiques en Afghanistan. Malgré les remarques flatteuses de M. l'Ambassadeur Issraelyan au sujet de mes qualités personnelles, je me vois obligé de rectifier au moins l'une des impressions qu'il a données dans ses remarques ce matin. Il a parlé de l'un des aspects des observations que j'ai faites jeudi dernier, dans lesquelles j'ai mentionné le transfert, par le Gouvernement des Etats-Unis, de certaines matières chimiques à d'autres gouvernements. Il semble que, dans sa déclaration de ce matin, M. l'Ambassadeur Issraelyan ait oublié qu'en faisant cette observation j'ai dit clairement que les agents qui ont été vendus étaient des agents non létaux du type utilisé pour maintenir l'ordre public. Nous avons parlé ensuite d'un type particulier de gaz appelé CS, communément connu sous le nom de gaz lacrymogène; c'est précisément à ce gaz que je faisais allusion dans ma déclaration de mardi dernier. Pourtant, je n'essaierai pas de réfuter point par point les assertions faites par M. l'Ambassadeur Issraelyan ce matin. Vous avez entendu nos deux déclarations. Des doutes existent quant à ce qui se passe en Afghanistan, et ni moi ni le Gouvernement des Etats-Unis n'avons nié que la situation présente quelques ambiguïtés. Cependant, si l'on veut mettre la chose au clair et dissiper les doutes et les préoccupations que suscitent ces comptes rendus, que mon gouvernement, de même que les gouvernements d'autres pays, considère très sérieusement, il faut examiner d'une façon impartiale et sans entrave tous les rapports et tous les indices concernant l'utilisation des armes chimiques en Afghanistan et laisser les résultats parler pour eux-mêmes.

II. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, sommes-nous en train d'examiner des questions générales ou la question que vous venez de soulever, relative à la participation ? Pour ma part, j'avais quelques mots à dire au sujet de la participation.

(II. Herder, République démocratique allemande)

Comme vous le savez, ma délégation a toujours accordé beaucoup d'attention à cette question. J'ai eu l'honneur de prendre la parole à ce sujet plusieurs fois au cours de nos débats, et ma délégation partage la préoccupation générale. Nous regrettons beaucoup que nous n'ayons pas encore pu jusqu'ici prendre de décision sur les demandes formulées par certains pays non membres désireux de participer au travail de notre Comité. Chacun, il me semble, est conscient des difficultés que nous avons rencontrées au sujet de cette question, non pas ma délégation ni mon groupe, mais d'autres; mais puisque certaines délégations insistent pour reprendre l'examen de cette question, nous ne nous y opposerons pas, étant donné que nous sommes convenus d'examiner ces demandes cas par cas. Cependant, je voudrais faire une petite suggestion au sujet du point que les Pays-Bas viennent de proposer. Je voudrais suggérer d'entreprendre l'examen des demandes des Etats non membres sans les limiter à un certain nombre.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Je suis très reconnaissant au distingué représentant de la République démocratique allemande de l'attitude positive qu'il a adoptée à propos de la demande que j'ai formulée ce matin. Si, au nom du groupe que je représente en ce moment, j'ai suggéré de reprendre l'examen de cette question à notre prochaine réunion officielle, c'est pour la raison suivante : vous vous rappelez que j'ai fait cette déclaration ce matin et, lorsque j'ai dit "à notre prochaine séance", je l'ai dit en supposant que la séance de ce matin serait terminée et que la prochaine se tiendrait mardi. Or la raison pour laquelle nous avons formulé cette demande était que nous espérions, d'une manière ou d'une autre, que de nouvelles discussions menées dans un esprit d'amitié et de bonne volonté pourraient amener à une solution ou du moins à une solution partielle, et vous savez que les pays du groupe au nom duquel j'ai parlé sont particulièrement désireux de faire en sorte que les demandes des pays qui ne sont apparemment pas parties à cette controverse, sur laquelle je ne veux pas m'étendre pour le moment, ne soient pas affectées par cette controverse. C'est la raison pour laquelle j'ai mentionné expressément les demandes, dans l'ordre alphabétique, de l'Autriche, du Danemark et de l'Espagne. Si le représentant de la République démocratique allemande souhaite élargir la portée et examiner toutes les demandes, je ne m'y opposerai certainement pas, puisque nous ne sommes opposés à l'admission d'aucun candidat. Comme je l'ai dit dans ma déclaration il y a une quinzaine de jours, nous accepterions que tous ces pays soient invités, mais notre groupe tient particulièrement à insister sur le cas des trois pays susmentionnés.

II. AKRAHI (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, nous avons écouté très attentivement la déclaration faite ce matin par M. l'Ambassadeur Fein, ainsi que celle que vient de faire M. l'Ambassadeur Herder de la République démocratique allemande, et je pense que nous pourrions maintenant passer à l'examen de cette question comme nous l'avons décidé à nos séances précédentes, c'est-à-dire examiner les demandes une par une à partir du point où nous en étions restés. C'est ainsi que je comprends les remarques formulées par M. l'Ambassadeur Herder.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Je me demande si le distingué représentant du Pakistan pourrait se ranger à notre avis, ainsi qu'à celui de la République démocratique allemande et ne pas préjuger pour le moment la façon dont nous nous occuperions de ces questions. Nous savons que l'on a proposé d'examiner le cas de ces pays un par un, par ordre alphabétique, et j'ai dit il y a quinze jours que nous serions entièrement d'accord pour le faire. Nous serions aussi d'accord d'appliquer d'autres méthodes, quelle que soit celle qui semblera la meilleure pour résoudre le problème, et je prie notre collègue du Pakistan de n'exclure pour le moment aucune voie qui puisse exister pour résoudre ce problème, même partiellement.

II. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Il semble que la question doive être examinée et, nous l'espérons, réglée d'une manière acceptable pour tous mardi matin.

Malheureusement, je n'aurai pas le plaisir de participer à cette séance, car je dois absolument me rendre à New York, pour traiter, d'ailleurs, de questions étroitement liées à nos travaux de désarmement. C'est pourquoi je tiens à signaler le large exposé que je me suis permis de faire sur cette question à la séance du 10 avril. Celui-ci sera reproduit dans le document CD/PV.77, qui, selon les renseignements que le secrétariat m'a donnés, sera très probablement distribué demain, du moins dans sa version anglaise.

J'ose espérer, Monsieur le Président, que les distingués représentants qui liront attentivement cet exposé concluront qu'il est réaliste, objectif et équilibré et que, puisqu'il représente une tentative sincère en vue de concilier des opinions divergentes et de trouver une solution, il pourra peut-être influencer positivement sur les débats de mardi.

II. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :

Puisque M. l'Ambassadeur García Robles vient d'annoncer qu'il ne sera pas ici mardi prochain lorsque nous examinerons cette question, je saisis l'occasion pour dire quelques mots au sujet de sa suggestion, au lieu d'attendre jusqu'à mardi. Je préfère certainement parler en sa présence.

A mon avis, la suggestion qu'il a faite à propos d'une question très compliquée et hautement politique mérite une étude sérieuse; c'est une approche généralement connue comme réaliste. II. l'Ambassadeur García Robles a essayé de tenir compte de la situation et d'en tirer les conclusions nécessaires. Cela n'implique pas que la délégation de la République démocratique allemande puisse accepter tout ce qu'il a suggéré; il est certain que nous ne pourrions pas accepter certains points, mais ce qui importe c'est que les suggestions qu'il a formulées puissent servir de base à une solution permettant de prendre des décisions favorables au sujet des demandes de participation dont nous sommes saisis, sans perturber qui que ce soit et en tenant compte des intérêts particuliers des représentants. De l'avis de ma délégation, cette suggestion mérite d'être encore étudiée, et il faudrait entreprendre des consultations afin de trouver une solution. Sinon je doute que nous puissions sortir de l'impasse dans laquelle certaines délégations nous ont placés.

II. AKRAH (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis sérieusement tenté de répondre favorablement à la demande formulée par le distingué Ambassadeur des Pays-Bas en faveur d'une certaine souplesse quant au genre de solution qui pourrait être défendue pour cette question. Toutefois, en écoutant II. l'Ambassadeur du Mexique et M. l'Ambassadeur de la République démocratique allemande, je dois dire que la délégation pakistanaise n'est pas en mesure d'aligner sa position sur toute proposition tendant à ce que le Comité poursuive ses activités d'une façon qui s'écarte de sa décision d'aborder l'examen des cinq demandes restantes, une par une. C'est là une décision du Comité, qui lie le Comité et il faut le consensus du Comité pour la modifier. Le fait même que cette question n'ait pas été examinée jusqu'ici et qu'elle ait été tellement ajournée est contraire à la décision du Comité, et le Comité aurait dû régler cette question il y a déjà un certain temps. Ayant entendu ces déclarations je demanderai donc instamment que la décision que vous avez proposée et que le Comité a adoptée il y a quelque temps soit appliquée.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Ayant écouté très attentivement les déclarations qui viennent d'être faites, je me demande s'il ne serait pas sage que nous levions maintenant la séance, afin de poursuivre notre discussion mardi matin lorsque nous aurons pu examiner ces questions les uns avec les autres.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je ne vois pas d'inconvénient à lever la séance et à la poursuivre mardi, étant entendu que je tiens à chercher une solution d'ici là. Je rappelle ma position à cet égard.

Le 7, une décision a été prise et, par la suite, en plénière, un groupe de délégations a proposé de ne pas poursuivre les travaux du Comité sur la question, lesquels, selon notre règlement, nécessitent un consensus. Puisqu'il n'y a pas de consensus, le Président ne peut obliger personne à poursuivre la discussion. Le représentant des Pays-Bas, M. Fein, vient de demander que l'on mette fin à la discussion sur cette question. Pour ma part, je constate qu'il n'y a pas de consensus nous permettant de la poursuivre; j'ai essayé de faire avancer les choses et si, à certains moments, je me suis trompé - ce que je ne pense pas - j'ai cependant toujours fait preuve d'impartialité et cherché à créer une atmosphère d'entente. J'ajouterai que, personnellement, je ne fais pas particulièrement preuve de mansuétude chrétienne, c'est-à-dire que je n'ai pas l'intention d'admettre des attaques contre moi concernant des faits qui ne m'ont concerné à aucun moment et sur lesquels je n'ai pas pris position.

M. AKRAMI (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais préciser de la façon la plus claire que dans aucune des remarques que j'ai faites je n'ai jamais exprimé le moindre doute quant à votre impartialité, à votre bonne volonté et à vos efforts persévérants pour promouvoir une solution à cette question. Nous nous rendons pleinement compte de la difficulté de la situation dans laquelle vous vous trouvez et du fait que si vous-même et le Comité avez différé cette question pendant si longtemps c'est justement parce que vous souhaitiez promouvoir un accord réel à ce sujet. C'est pourquoi la délégation pakistanaise n'a pas soulevé cette question et n'a pas insisté sur l'application de la décision prise par le Comité. Ce n'est qu'en réponse aux déclarations injustifiées que nous avons entendues aujourd'hui que nous avons été obligés de rappeler au Comité sa décision et de répéter que la procédure qu'adoptera le Comité, si tel est le souhait de certaines délégations qui se sont déclarées préoccupées de cette question, devrait être conforme à cette décision. La seule idée que je voudrais formuler est que, si le Comité doit procéder d'une façon différente de sa décision précédente, il faut qu'un consensus s'établisse au Comité

(M. Akram, Pakistan)

pour changer sa décision précédente, et nous avons déjà dit que le genre de solution proposé par M. l'Ambassadeur du Mexique, avec tout le respect que nous lui devons, est à notre avis discriminatoire et inacceptable. Alors, peut-être, faudrait-il trouver quelque autre solution, mais je pense qu'il faudra le faire par des consultations et non en essayant d'imposer une solution différente de celle à propos de laquelle le Comité lui-même a déjà pris une décision.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Pakistan de la déclaration qu'il a faite à mon sujet. J'ai l'intention d'inscrire à l'ordre du jour de mardi les demandes des Etats non membres du Comité désireux de participer à ses travaux.

S'il n'y a pas d'objection, ce point sera donc inscrit à cet ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

Comme nous l'avions prévu à notre 80ème séance plénière, je propose (il est maintenant 18 h 10) de tenir maintenant une séance officieuse pour examiner le premier point de notre ordre du jour - "Interdiction des essais d'armes nucléaires" - dont un groupe de délégations nous a demandé de discuter officieusement. Je laisse au Comité le soin de décider.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : La déclaration sera brève. Puisque nous sommes en séance plénière et que celle-ci fera l'objet d'un compte rendu dactylographié, et puisque le distingué représentant du Pakistan a jugé discriminatoire la proposition du représentant du Mexique et que le représentant du Mexique n'a, en l'occurrence, formulé aucune proposition, ni sur le fond ni sur la forme, il faut donc se reporter à un autre compte rendu, qui n'est pas encore sorti, pour voir ce que fut la proposition en question.

Puisque j'ai ici le texte de ce que j'avais dit à ce moment-là, c'est-à-dire le 10 avril, je me permettrai de lire le passage très bref concernant la question, afin que vous puissiez voir si ma proposition avait ou non un quelconque caractère discriminatoire. Dans ce passage de mon intervention, laquelle était d'ailleurs en grande partie improvisée, j'ai donc dit ce qui suit :

"Des considérations ci-dessus, nous pensons pouvoir tirer plusieurs conclusions, et je voudrais souligner particulièrement l'importance des suivantes. Sur les six demandes de participation que nous avons reçues, cinq proviennent d'Etats qui, conformément au règlement, ont le droit absolu d'être invités. Hier, nous en avons déjà invité un : la Finlande. Quatre autres se trouvent dans la même situation :

(M. García Robles, Mexique)

l'Autriche, le Danemark, l'Espagne et le Viet Nam. La deuxième conclusion est que, en ce qui concerne le Kampuchea, le Comité a reçu deux demandes de participation : l'une du Kampuchea démocratique, figurant dans le document CD/76; l'autre, de la République populaire du Kampuchea, figurant dans le document CD/87. Une fois que le Comité aura réussi à combler la lacune que présente actuellement le règlement intérieur en y ajoutant un article prévoyant les cas de ce genre, nous ne risquons plus de rencontrer des problèmes comme celui qui nous a pris un temps aussi long."

Je poursuis ma citation : "Ma délégation suggère, qu'en attendant, le Président du Comité s'invite à conférer avec lui l'un des 21 membres du Comité qui ont voté en faveur de l'avis émis par la Commission de vérification des pouvoirs à New York, l'un des 11 membres du Comité qui ont voté contre cet avis, enfin l'un de ceux qui se sont abstenus; ce dernier serait en somme celui qu'on appelle communément le tiers arbitre. Il est possible, Monsieur le Président, qu'avec l'aide et la coopération de ces trois représentants, vous réussissiez à trouver une solution acceptable pour tous, solution provisoire en attendant que nous puissions combler la lacune du règlement intérieur."

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Puisque le distingué représentant du Mexique a choisi de répéter sa proposition précédente dans ce Comité, je voudrais répéter pour qu'il en soit pris acte qu'à notre séance précédente nous n'avons pas répondu en détail à sa proposition parce que nous avons trouvé que cette proposition n'était pas acceptable à notre délégation. Je voudrais aussi dire très brièvement, pour qu'il en soit pris acte, que pour la délégation pakistanaise la distinction qu'il a faite entre les six demandes, c'est-à-dire entre cinq demandes d'une part et celle du Kampuchea démocratique d'autre part, est inacceptable. Ces pays sont tous les six Membres de l'Organisation des Nations Unies et nous ne pensons pas que notre Comité puisse s'arroger le droit de jouer le rôle d'une commission de vérification des pouvoirs.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Voyez-vous un inconvénient à ce que nous passions à une réunion officieuse pour examiner la question des essais nucléaires et cela jusqu'à 19 heures, le service d'interprétation étant assuré jusqu'à ce moment-là ?

M. DJOKIC (Yougoslavie) (traduit de l'anglais) : Je n'objecterai certainement pas, si tel est le souhait du Comité, à ce que nous travaillions jusqu'à 19 heures mais, compte tenu de l'heure tardive et de l'importance de la question, qui devrait être examinée en profondeur à une réunion officieuse, peut-être

(M. Djokić, Yougoslavie)

serait-il préférable de lever maintenant la séance et de prévoir une réunion officieuse du Comité lundi matin, aussitôt après la réunion du Groupe de travail spécial pour un programme complet de désarmement. Peut-être le Groupe de travail spécial pourrait-il commencer à 10 heures. Je suis sûr qu'il pourra terminer sa première séance en un temps relativement bref, peut-être une heure tout au plus. La réunion officieuse du Comité pourrait donc commencer lundi matin à 11 heures.

Le PRESIDENT (Cuba) (traduit de l'espagnol) : En ce cas, si vous n'y voyez aucun inconvénient, je pourrai convoquer pour lundi matin à 11 h 30 au lieu de 11 heures, compte tenu de l'expérience des groupes de travail, une réunion officieuse pour l'examen de la question des essais nucléaires.

S'il n'y a pas d'objection, cette réunion aura donc lieu lundi à 11 h 30.

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le mardi 29 avril à 10 h 30.

La séance est levée à 18 h 15.